

# ACTION CANADA

*Développer le Leadership pour l'Avenir du Canada*

## Points de vue sur les politiques

**Articles d'opinion  
des boursiers  
2007/2008**

**Canada** 



## Introduction

---

Savoir communiquer des opinions et des idées pertinentes et d'actualité est important pour pouvoir influencer sur les politiques publiques. C'est pour cela qu'Action Canada travaille avec ses boursiers pour leur apprendre à écrire en vue d'être publiés, en particulier à écrire des articles d'opinion pour la presse nationale et locale.

Ce n'est pas facile d'être publié et de se montrer convaincant par écrit. En 2007-2008, des journalistes canadiens de renom –Andrew Cohen, Alain Dubuc, John, Fraser, Stephen Hume, Roy MacGregor et Jacquie McNish – ont partagé avec les boursiers leurs vues sur l'écriture et leur ont fournis des commentaires sur ce qu'ils avaient écrit. Les mentors d'Action Canada pour l'écriture – Mark Winston, directeur des études, Centre pour le dialogue de l'Université Simon Fraser, et Antonia Maioni, directrice de l'Institut d'études canadiennes de l'Université McGill –ont également travaillé de manière intensive avec les boursiers pour perfectionner leurs capacités d'écriture.

La rédaction d'articles d'opinion est un volet que nous avons ajouté au programme il y a trois ans et de nombreux boursiers ont depuis été publiés dans de grands journaux canadiens. Les boursiers de cette année ont été publiés dans The Globe and Mail, Corporate Knights, le Toronto Star et le Human Security Bulletin.

Je suis heureuse de présenter dans la compilation ci-jointe les articles d'opinion des boursiers 2007-2008. Ils montrent comment ce groupe de jeunes leaders voient les grands enjeux auxquels est confronté notre pays et qui se rapportent à notre thème pour le programme de bourse de cette année, le Canada comme chef de file mondial.

**Cathy Beehan**

Chef de Direction  
Action Canada

---



## Table des matières

---

<i>Tim Coates</i>	Obama nous sert une leçon de leadership politique	Page 2
<i>Rebecca Comley</i>	Le Nord Canadien est-il fort et libre?	Page 4
<i>Justin Ferbey</i>	Les Premières Nations et le Canada : passer outre la relation dysfonctionnelle	Page 6
<i>Benjamin Fine</i>	Passer de la bienveillance à l'action	Page 8
<i>Marc Fournier</i>	La souveraineté du Canada dans le Nord	Page 12
<i>Nicholas Gafuik</i>	Se comportant comme des Canadiens	Page 14
<i>Oliver Madison</i>	Exploiter notre passé	Page 16
<i>Shauna Mullally</i>	Le projet de loi déposé au Sénat cette semaine a une importance vitale pour les pauvres du monde	Page 18
<i>Taylor Owen</i>	Obama et la politique canadienne	Page 20
<i>Emily Paddon</i>	Les armes légères	Page 22
<i>Benjamin Perrin</i>	Armes à louer – avec l'argent des contribuables canadiens	Page 24
<i>Tom Rand</i>	Ressusciter le CANDU	Page 26
<i>Andrew Sniderman</i>	Les Irakiens, les nouveaux réfugiés de la mer	Page 28
<i>Irvin Studin</i>	L'Afghanistan heurte la psyché canadienne	Page 30
<i>Jane McDonald</i>	(Pas inclus, voir note)	Page 32
<i>Gino Reeves</i>	(Pas inclus, voir note)	Page 34

La course à la présidence des États-Unis exerce un indéniable attrait. Les ralliements de campagne de Barack Obama attirent chaque jour 10 000 personnes, et la participation est en hausse dans toutes les catégories d'âge. La hausse la plus frappante est chez les jeunes. Selon le Wall Street Journal, la participation des électeurs de moins de 30 ans à la course des Démocrates a augmenté de 170 % par rapport à 2004.

Peu à peu, cet engouement a débordé chez nous, c'était inévitable. La précarité d'un gouvernement minoritaire et les spéculations sans fin au sujet des élections amènent de nombreux observateurs de la scène politique à se demander si le Canada pourrait tirer des leçons de la course à la présidence, en particulier de la campagne de Barack Obama.

Dernièrement, à la populaire émission At Issue à la CBC, un panel s'est demandé ce que le Canada pouvait apprendre d'Obama. Les panélistes – des observateurs parmi les plus avisés de la scène politique canadienne – ont relevé quelques leçons qui vont de soi.

L'un des panélistes a souligné que les Canadiens n'avaient pas la même soif de changement que les Étatsuniens après huit années d'administration Bush. Un autre était d'avis que les politiciens canadiens devaient donner priorité aux questions qui importent aux jeunes afin d'amener ces derniers à s'engager.

Justes observations, certes, mais la grande leçon que le candidat Obama laisse à nos dirigeants est ailleurs. Cette leçon, je la rencontre chaque jour chez les jeunes les plus prometteurs du Nouveau-Brunswick que je rencontre comme directeur général d'un organisme voué au développement des compétences en leadership. Le style de leadership politique que pratique Obama attire les partisans dans sa foulée, derrière une vision commune de l'avenir.

Son approche est propre aux États-Unis, car Obama est à la fois le représentant et le produit du désir profond des Étatsuniens

de ne plus être divisés entre rouge et bleu, entre Noirs et Blancs, entre citoyens et immigrants. À l'instar de Churchill, Gandhi, King et d'autres grands leaders, il utilise ces dichotomies pour amener ses partisans à œuvrer dans le sens d'une vision.

Obama inclut les gens dans cette vision et cela marque ses discours; il en parle presque aussi souvent que du changement. Son site Web présente une citation caractéristique à cet égard : « Je vous demande de croire non seulement en ma capacité de changer vraiment les choses à Washington, je vous demande de croire aussi en la vôtre. »

---

### **Le style de leadership politique que pratique Obama attire les partisans dans sa foulée, derrière une vision commune de l'avenir.**

---

Pour aussi peu que trois dollars versés à sa campagne, une personne peut se connecter par Internet à tous les autres donateurs du pays. Pour insuffler à ces derniers le sens de leur responsabilité commune, on les appelle « propriétaires de la campagne ».

Cette capacité à bâtir et à partager une vision avec ses partisans inspire de nombreux Canadiens. Un récent sondage mené au pays au sujet de la politique étrangère du Canada indique, en effet, qu'un politicien attirerait largement les Canadiens s'il leur inspirait une vision commune de leur rôle dans le monde.

Le projet Canada Monde, lancé par Simon Fraser University en vue de déclencher un dialogue pancanadien sur la politique internationale, a publié un sondage selon lequel 88 % des Canadiens croient possible de renforcer le rôle du Canada dans les affaires internationales.

Le sondage indique aussi que les Canadiens ont une perception confuse du rôle actuel de notre pays. Les auteurs concluent que les Canadiens veulent jouer un rôle important dans le monde, et qu'ils croient le pays plus

---

actif qu'il ne l'est en réalité.

Voilà l'occasion, pour un leader, de tirer des leçons de la candidature d'Obama et de bâtir une vision du leadership que pourrait exercer le Canada dans les affaires internationales. Si nos dirigeants politiques ne relèvent pas ce défi, les leaders d'ailleurs continueront d'être plus attrayants à nos yeux.

*Note : le texte original de cet article a été rédigé en anglais.*

### **Tim Coates**

Originaire de Fredericton où il a grandi, Tim Coates est directeur exécutif de 21inc, un groupe d'action qui crée la capacité nécessaire pour le changement au Nouveau-Brunswick, en incubant de nouveaux leaders et en faisant participer les intervenants provinciaux au processus de transformation des idées en actions. En 2007, Tim a terminé sa maîtrise en politiques publiques au John F. Kennedy School of Government de l'Université Harvard, avec pour secteur de concentration la défense des intérêts et le leadership politiques. Il a obtenu un baccalauréat en économie de l'Université St. Thomas. Tim a une expérience fort diverse – il a travaillé avec un réseau naissant d'organisations communautaires et à but non lucratif qui s'efforcent de revitaliser la Nouvelle-Orléans après l'ouragan Katrina; il a travaillé sur les questions de développement économique régional pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique; il a publié des travaux de recherches et milité au sujet des politiques pour les réfugiés et il a fait un stage avec l'ACDI en Inde où il a évalué des projets de microfinancement. Il a également passé un été à planter des arbres. En 2005, Tim a été choisi comme l'un des 21 leaders du New Brunswick pour le 21e siècle. En plus de ses autres activités, il écrit de temps en temps des articles pour les journaux et son travail a été publié dans The Boston Globe, The Daily Gleaner et The Telegraph Journal. Tim donne des cours d'économie à l'Université St. Thomas et aime jouer au volleyball, au hockey et écouter du James Brown.

J'ai raté le premier discours de Stephen Harper à Iqaluit. Je travaillais comme médecin à l'hôpital régional quand il est venu au Nunavut, en août 2006, transmettre un singulier message : nous devons affirmer la souveraineté canadienne dans le Nord.

Du point de vue que me donne l'hôpital, cette vision m'est apparue peu pertinente pour la population locale. Une crise du Sud imposée au Nord, où tant de questions urgentes affaiblissent pourtant les communautés. Quel sens une présence militaire apporte-t-elle à une collectivité frappée de grande pauvreté, de surpopulation et de l'inexistence de perspectives économiques?

Fidèle aux attitudes condescendantes et colonialistes des anciens gouvernements qui considéraient le Nord comme des terres plutôt qu'un peuple, M. Harper a parlé uniquement de protéger les terres. La souveraineté est un concept bien faible si elle ne met en valeur que le pouvoir et l'autorité sur une nation. Pour être complète, la souveraineté doit également affirmer la présence et la vitalité du peuple au cœur de cette nation.

N'importe quel vieil Inuit vous le dira : il n'y a pas moyen de séparer les terres de son peuple. Or, avec toute l'attention portée à la protection des terres, la santé des habitants du Nunavut est paralysée par leurs conditions sociales. Les luttes qu'ils doivent mener vident la souveraineté de son véritable sens.

L'imposition de « solutions » fédérales canadiennes au Nord, au nom de la cohésion nationale, ne date pas d'hier. Pressé d'affirmer sa présence dans l'Arctique durant la guerre froide, le Canada a relocalisé une communauté Inuit du Nord du Québec à Resolute Bay, l'un des endroits le plus au nord au pays. Un déménagement dévastateur pour les personnes qui ont été délibérément trompées, puis déplacées dans un milieu et un climat qui leur étaient totalement étrangers. Plusieurs sont presque mortes de faim le premier hiver et ont eu l'impression d'être des « hampes de drapeau humaines »,

tout cela au nom de la souveraineté canadienne.

Ottawa savait à l'époque, comme elle le sait aujourd'hui, qu'une présence humaine active rend légitimes ses revendications sur le Nord. Pour parler de souveraineté, M. Harper a même adopté le slogan « Use it or lose it » – lequel souligne à quel point il est en porte à faux.

Pour M. Harper, « Use it » signifie envoyer des navires-patrouille surveiller les eaux arctiques, comme pour dresser une barrière autour de terres dont la plupart d'entre nous ne savent rien. Or, pour quiconque connaît bien ces terres, le Nord a besoin d'investissements dans la santé, l'éducation et les conditions de vie, au moins autant que de surveillance.

---

**Rien n'affirmerait davantage la souveraineté du Canada que des collectivités nordiques autonomes et en santé. L'Arctique et ses liens avec le pays sont bien mieux définis par les habitants du Nunavut que par ses terres.**

---

Rien n'affirmerait davantage la souveraineté du Canada que des collectivités nordiques autonomes et en santé. L'Arctique et ses liens avec le pays sont bien mieux définis par les habitants du Nunavut que par ses terres. S'il investissait dans le potentiel humain du Nord, le gouvernement fédéral créerait des effets durables infiniment plus significatifs qu'une simple présence militaire.

De plus, M. Harper a la possibilité d'amorcer la décentralisation qui accorderait au Nunavut le même contrôle de ses ressources que celui dont jouissent les provinces. Avec une telle autonomie, les gens du Nunavut pourraient se lancer sur le sentier qui mène au développement durable.

La protection du Nord est dans l'intérêt direct des collectivités inuites. C'est leur chez-soi,

---

le creuset de leur survie et leur héritage. Le Nord offre aussi d'énormes perspectives. Lorsque j'étais là, l'armée a fait un exercice de formation, soit la récupération d'un satellite militaire étranger qui s'était écrasé au loin, sur une île. N'ayant aucun navire renforcé contre la glace pour y transporter les rangers, la marine a dû contracter des chasseurs de l'endroit pour ce travail de soutien. Pourtant, lorsque M. Harper est allé à Washington discuter de la position du Canada sur les voies navigables du Nord, il n'a amené aucun représentant du Nord. Cette omission et d'autres font que le gouvernement fédéral a raté une chance de lier étroitement les savoirs et points de vue locaux susceptibles de déboucher sur une véritable souveraineté.

À la fin de son voyage en août 2006, Stephen Harper devait utiliser un petit bateau militaire afin de rejoindre le navire qui l'attendait à Frobisher Bay. Or, ce bateau est tombé en panne, laissant échoués M. Harper et son entourage. C'est un pêcheur de l'endroit qui les a rescapés et escortés en toute sécurité jusqu'au navire qui attendait dans la baie.

Cette situation symbolique aurait dû permettre à M. Harper de tirer une leçon importante à propos de l'Arctique canadien. Une leçon que je suis en mesure d'apprécier en tant que femme du Sud qui a eu le privilège de travailler au Nunavut. Nous avons plus à apprendre qu'à enseigner. Investis à fond dans leur milieu et leur héritage, les habitants du Nord sont les véritables intendants de ce qui donne à la souveraineté canadienne toute son importance.

Un vieillard d'Iqaluit songeait à toutes les bonnes choses matérielles que les gens d'ailleurs ont apportées à la population du Nunavut. Mais aucune personne du Sud n'a apporté à la table un bout de terre. « Or, disait-il, cette terre fait partie du peuple du Nord. Nous la partagerons avec d'autres, mais jamais nous n'en ferons cadeau. »

Monsieur Harper, voilà votre ambassadeur de notre souveraineté sur l'Arctique.

*Note : le texte original de cet article a été rédigé en anglais.*

### **Rebecca Comley**

Rebecca Comley a eu l'occasion de pratiquer la médecine dans des communautés éloignées du Nunavut et dans le centre-ville de Vancouver. Elle en a retiré un vif intérêt pour la santé publique et la prestation des soins de santé dans les communautés éloignées et autochtones du Canada. Rebecca a grandi à Smithville, une petite communauté agricole du sud de l'Ontario. Elle a fait un baccalauréat ès sciences en biochimie à l'Université Queen's puis un doctorat en médecine à l'Université McMaster où elle a été très active dans le mouvement étudiant et prononcé le discours d'adieu de sa promotion. Après avoir fait sa résidence en médecine familiale et d'urgence, elle a travaillé dans divers milieux cliniques, aux urgences en milieu urbain, en médecine générale dans l'Arctique canadien et en médecine pour les avant-postes dans l'Antarctique. L'expérience qu'elle a trouvée la plus enrichissante a été son travail clinique au Nunavut, où elle a pris davantage conscience des questions de santé de la population et de l'incidence de la politique publique sur la santé des communautés. C'est ce qui lui a donné envie de faire une maîtrise en santé publique à l'Université Harvard, où elle s'est spécialisée en politiques et gestion de la santé. Elle est actuellement urgentologue au St. Paul's Hospital de Vancouver.

*Publié, The Globe and Mail, 2 April 2008*

Le Canada vit une expérience unique qu'aucun autre pays dans le monde n'a menée. Il a habilité 11 groupes des Premières Nations du Yukon à instaurer leur propre gouvernement par le biais d'ententes d'autonomie gouvernementale qui accordent de nombreux pouvoirs, comme à un Territoire. Ces pouvoirs sont enchâssés dans des ententes définitives sur l'autonomie gouvernementale qui sont protégées par la Constitution et qui élèvent le Canada au rang de chef de file mondial en matière de reconnaissance des droits des peuples autochtones.

Toutefois, cette réalisation est largement méconnue des Canadiens. Désormais, la Première Nation à laquelle j'appartiens n'est plus une bande indienne sous l'autorité de la Loi fédérale sur les Indiens. Nous avons négocié afin d'accéder à un niveau de gouvernement légitime au pays.

La reconnaissance constitutionnelle des gouvernements autochtones témoigne d'une société tolérante qui célèbre la diversité et récompense ceux et celles qui luttent pour se donner une vie meilleure.

Il y a trois ans, je suis rentré chez moi afin de présider à la ratification de l'Entente définitive sur l'autonomie gouvernementale de la Première Nation Carcross/Tagish. Aujourd'hui, je demande : pouvons-nous passer outre la relation dysfonctionnelle historique entre le gouvernement canadien et nous?

L'Entente fournit les outils pour accéder à l'autonomie, pour exercer notre autodétermination en conformité avec nos propres principes et valeurs culturelles, et pour devenir des membres actifs à l'intérieur du cadre constitutionnel canadien.

Notre vision : faire en sorte que nos citoyens soient en santé, autonomes et instruits. À titre d'exemple, l'Université de Victoria et le Justice Institute of British Columbia offrent un programme complet de certificats dans notre

communauté rurale. La première cohorte a été diplômée le mois dernier, et quelques grands-mères en faisaient partie.

Les gens chez nous améliorent leur vie. Ainsi, l'une de mes amies qui a passé toute sa vie dans le système carcéral vient de terminer sa période de libération conditionnelle. Elle m'a montré le certificat en Rôle parental qu'elle a obtenu en attendant la naissance de son premier petit-enfant. L'été dernier, à 60 ans, elle m'a montré son chèque de paie, le premier de sa vie. Toute fière, elle voulait aller à la prison montrer son premier chèque à son « autre famille ».

J'ai voulu lui offrir un montant équivalent de façon qu'elle puisse encadrer son précieux chèque. Ce genre de journée illustre et valide mon espoir et ma conviction que nous progressons.

---

**La Première Nation Carcross/Tagish et son gouvernement autochtone seront les premiers au monde à mettre en œuvre leurs propres lois fondées sur leurs vertus et valeurs traditionnelles...et c'est une loi, croyons-nous, qui rétablira en partie nos pratiques traditionnelles dans la modernité.**

---

La Première nation Carcross/Tagish et son gouvernement autochtone seront les premiers au monde à mettre en œuvre leurs propres lois fondées sur leurs vertus et valeurs traditionnelles. C'est une loi, la Loi sur les Indiens, qui a dépouillé les Premières nations de leur culture; et c'est une loi, nous croyons, qui rétablira en partie nos pratiques traditionnelles dans la modernité.

Notre première loi, la Loi sur la famille, reconnaît l'importance de l'enfant et de la famille dans la Première Nation. Son but : faire en sorte que nos enfants, aujourd'hui surreprésentés dans les organismes de protection de la jeunesse du Yukon, obtiennent de bons services qui les gardent en sécurité, en santé et en connexion avec leur clan, leur communauté et leur

---

famille. Élever nos enfants dans un milieu culturel approprié et sûr, voilà qui garantit l'avènement d'une génération de nouveaux meneurs qui comprennent nos enseignements et nos traditions.

Notre gouvernement incite les citoyens à décrocher de la culture de dépendance que favorisait la Loi sur les Indiens, mais il entend dépasser ce stade. C'est pourquoi notre programme d'aide sociale est temporaire : une fois qu'il a offert un emploi ou une démarche de rétablissement, le compte à rebours commence jusqu'à l'interruption de l'aide sociale pour quiconque considère les dollars non gagnés comme un droit. Or, devant cet encouragement à l'autonomie, nos gens répondent bien.

Pour constituer des revenus qui nous sont propres, nous imposons les citoyens. Notre potlatch traditionnel aurait redistribué la richesse parmi nous; aujourd'hui, l'impôt nous apparaît comme le moyen moderne de la partager dans la communauté.

Notre gouvernement repose sur une base solide de bonne gouvernance qui reflète nos façons de faire traditionnelles. La structure clanique de gouvernance fait que personne ne peut facilement succomber à la corruption. Six chefs de clan se partagent le pouvoir décisionnel. Ils représentent les familles et ils en sont la voix; cela offre un mécanisme de freins et contrepoids ainsi que des chances égales pour tous.

De concert avec le Canada, nous avons rejeté la Loi sur les Indiens et assumé la responsabilité de notre propre gouverne. Il subsiste toutefois beaucoup de souffrance dans la communauté. Parmi nos citoyens, il y en a encore qui cherchent le nuage dans un ciel pourtant plus bleu qu'hier.

En fin de compte, nous avons négocié pour avoir la possibilité de prospérer et de voir nos gens vivre la vie dont rêvent les autres Canadiens : être en sécurité, être en santé et être fiers de qui nous sommes. L'occasion est là, de même que les outils et le choix du

moment – à nous de les saisir.

*Note : le texte original de cet article a été rédigé en anglais.*

### **Justin Ferbey**

Justin Ferbey se passionne pour la mise en œuvre de lois fondées sur les vertus et les valeurs traditionnelles dont il croit qu'elles vont régénérer certains aspects de sa culture, celle des Tlingit et des Tagish de l'intérieur. Membre du clan des Ganaxtedi de la Première Nation Carcross/Tagish, Justin est revenu dans sa communauté pour participer à la mise en place du plus récent gouvernement autonome des Premières Nations du Canada. Il a présidé un comité fédéral territorial établi pour amener l'Entente finale au stade du vote de ratification. Il est aussi le haut fonctionnaire principal/directeur exécutif du gouvernement de la Première Nation et surveille la négociation des programmes et services, de l'impôt, des ententes sur les répercussions et les avantages et d'autres activités commerciales, tout en conseillant également les chefs du Conseil des Premières Nations du Yukon pour l'élaboration de l'architecture fiscale des traités. Il a participé à la restructuration complète du gouvernement de la Première Nation Carcross/Tagish et de la Carcross/Tagish Development Corporation et a consulté de nombreuses communautés pour s'assurer que les organismes renouvelés reflètent bien les fondements d'une bonne gouvernance. Il préside actuellement un cercle consultatif de la Première Nation mis en place pour encourager l'investissement et créer un environnement stable propice au développement économique. Il est membre du conseil d'administration du Native Education College en Colombie-Britannique, en plus de siéger au conseil de direction de deux comités d'investissements. Justin a travaillé auparavant comme conseiller financier auprès de négociateurs en chef du gouvernement fédéral au Bureau fédéral de négociation des traités. Il a un baccalauréat ès sciences en neuropsychologie de l'Université de Lethbridge. Il a aussi étudié les arts martiaux, le coréen et le japonais en Asie, avant de revenir à Vancouver pour obtenir un certificat de commerce de l'Institute of Indigenous Government. Il terminera bientôt un certificat en résolution de conflits à l'Institute of Justice, en Colombie-Britannique, et il est en train de faire une maîtrise en administration des affaires à l'Université de Liverpool.

Imaginez si tous ceux qui voulaient changer quelque chose le changeaient, ou si toute personne passionnée par une cause et désirant agir agissait. Je crois que si les jeunes chefs de file abordaient le changement comme un voyage en auto, le changement s'ensuivrait.

J'ai étudié sept ans à l'université, au baccalauréat d'abord et ensuite dans une école de médecine. J'étais entouré d'étudiants qui se passionnaient pour diverses questions, mais la plupart du temps, cette passion ne se traduisait pas en action et en changement. Les jeunes de ce pays font face à des questions complexes et ils hésitent entre les changements à faire. Or, il existe un outil fort simple pour l'esprit : apporter un changement est aussi simple que sortir de chez soi, prendre la route, et demander le chemin.

Je suis sorti de chez moi en 2005. Depuis, je n'ai cessé de demander le chemin.

La passion en moi est demeurée inexploitée toute ma jeunesse, ou presque. Changer les choses me semblait réservé aux « autres », à ceux qui étaient prêts à se dévouer corps et âme pour des enjeux complexes. Je n'ai été ni artisan de paix au primaire, ni chargé de discipline au secondaire, ni engagé dans l'association étudiante à l'université. À l'instar de nombreux étudiants, j'ai nourri mon intérêt en lisant sur diverses questions et, à l'occasion, en allant écouter un conférencier. Toute ma vie, y compris mes trois premières années d'université, je ne me suis engagé dans rien.

Tout a changé il y a trois ans. Je suis sorti de chez moi, j'ai pris la route, et j'ai demandé le chemin. Ce voyage m'a amené à STAND Canada, un réseau d'étudiants de partout au pays qui est devenu le plus gros organisme canadien d'action pour le Darfour. Depuis nos premières réunions à l'Université Western et l'ajout d'un groupe lors d'une conférence, nous sommes maintenant présents sur 26 campus. Ignorant presque tout des députés à nos débuts, nous en sommes venus à

rencontrer des dizaines de députés et de fonctionnaires, explorant ce que le Canada pouvait faire concrètement pour changer les choses au Darfour. Après les pétitions générales du début, nous avons mis en place une ligne sans frais (1-800-GENOCIDE) qui informe les citoyens sur différents aspects de la situation au Darfour, leur propose une liste de députés à qui parler et transmet leur message jusqu'au bureau de nos élus fédéraux. Et le voyage se poursuit.

Je vais vous parler de mon voyage, de ce qui m'a poussé à sortir de chez moi, à prendre la route et à demander le chemin. Au cours de mon récit, je soulignerai quelques-unes des leçons que j'ai apprises.

---

### **Pour changer des choses, il faut d'abord « sortir de chez soi ».**

---

#### **Sortir de chez soi**

Pour changer des choses, il faut d'abord « sortir de chez soi ». Chez soi, on est un observateur passif – on se passionne pour une cause, mais la motivation à changer les choses demeure inexploitée. Prendre la route vous met en position pour laisser la passion vous conduire.

Pour moi, « sortir de chez moi » a signifié un changement d'action draconien. Dans mes premières années d'université, j'assistais à des conférences sur le campus, je lisais sur diverses questions dans le journal du campus et j'intervenais dans des discussions amorcées par d'autres. Une fois « sorti de chez moi », j'ai fait venir des conférenciers sur le campus, j'ai rédigé des articles pour le journal et j'ai lancé mes propres sujets de discussion.

Mais ce qui m'a fait sortir de chez moi, c'est la décision de devenir un meneur. Je croyais pouvoir changer le monde, comme tant de mes contemporains. Mais je suis tombé sur une citation d'Anne Frank qui a déclenché quelque chose en moi :

« Quelle merveille de ne pas avoir à attendre

---

un seul instant avant de commencer à améliorer le monde. »

J'ai réalisé qu'en restant chez moi, je n'améliorais pas le monde. Je voulais « améliorer le monde », mais je ne faisais rien, c'était l'échec. C'est alors que je me suis dit : « je vais faire quelque chose ».

Trois petites consignes m'ont aidé à pencher vers la décision de devenir un meneur :

- S'ouvrir aux occasions d'engagement qui se présentent. Assistez aux conférences, fréquentez les groupes de discussion, discutez des questions avec les autres étudiants. Plus on est stimulé, plus on s'engage.
- Prendre part aux discussions. La décision de « faire quelque chose » peut décourager, surtout si l'on a l'esprit que le changement ne peut venir que d'Obama ou de Martin Luther King. Selon mon expérience, toutefois, le premier pas du « faire quelque chose » consiste à se joindre à une discussion. Laissez les idées sortir de votre tête et atteindre les autres. C'est aussi simple que ça.
- Pratiquer ses habiletés de meneur. Regardez les autres groupes, voyez comment ils fonctionnent. Joignez-vous, par exemple, à un groupe de défense des droits de la personne, d'abord parce que l'enjeu vous intéresse, mais aussi parce que vous voulez apprendre comment faire pour accomplir des choses avec un groupe de pairs.

Sortir de chez soi découle de la décision de devenir un meneur. C'est une décision qui devient facile une fois que l'on s'ouvre aux occasions d'engagement, que l'on prend part aux discussions et que l'on pratique ses habiletés de meneur. Sortir de chez soi et prendre la route nous met en position de conduire et de faire une différence.

### **Baissez la fenêtre et demandez le chemin**

Assis dans l'auto, reste à savoir quel chemin prendre. Vous êtes dans la position de celui

qui veut changer des choses, mais qui ignore lesquelles et comment.

Comme le touriste qui loue une auto dans une ville qu'il ne connaît pas, la prochaine étape consiste à baisser la fenêtre et à demander de l'aide. Les conversations vous guideront pour déterminer la direction et les chemins à prendre. Toutes les questions sont bonnes : où est-ce que je vais, comment m'y rendre, y a-t-il des obstacles, ou même, aimez-vous mon auto?

Certaines questions touchent la destination. « Où est-ce que je vais? » Si vous êtes peu habitué à faire avancer vos affaires, demandez à quelqu'un qui a déjà avancé. Nous voulions changer des choses, mais comment? Nous avons d'abord parlé de stratégie avec les étudiants étasuniens qui avaient créé le Réseau Intervention Génocide (Genocide Intervention Network), un groupe de sensibilisation au Darfour. J'ai causé stratégie, souvent jusque tard dans la nuit, avec un homologue très influencé par le livre de Samantha Power, « America in the Age of Genocide ». J'ai aussi discuté des moyens à utiliser afin d'inciter nos politiciens à intervenir à l'étranger. Ajoutez à cela les enseignements du lieutenant général Roméo Dallaire sur le Rwanda dans « J'ai serré la main du diable » et nous avons un bon objectif stratégique de travail qui n'a pas vraiment changé depuis : créer une volonté politique pour que le Canada exerce son leadership au Darfour. Nous avons maintenant notre destination.

---

### **Nous ignorions les réponses, mais nous savions comment poser les questions.**

---

D'autres questions concernent les chemins à prendre pour atteindre notre destination. « Comment m'y rendre? » En septembre 2007, des villes de partout dans le monde se sont unies pour la Journée du Darfour. À partir d'une série de questions (Comment planifier un ralliement? Qui viser comme participants? Comment mobiliser des milliers de jeunes?),

---

nous avons organisé un ralliement. Nous ignorions les réponses, mais nous savions comment poser les questions. Nous avons des dirigeants d'ONG, des spécialistes des médias, des amis d'amis, qui tous désiraient partager leur expérience dans l'espoir de faire avancer notre cause. Finalement, avec l'aide de onze ONG et du sénateur Roméo Dallaire, notre ralliement a attiré 2 000 personnes. Tel un catalyseur, il a ravivé l'intérêt des médias pour la cause, il a attiré une nouvelle cohorte d'étudiants pour le travail de sensibilisation au Darfour et l'organisation d'une discussion sur la colline de la Chambre des communes. Rendus à ce point de notre voyage, nous ignorions comment poursuivre vers l'avant. Baissant à nouveau la vitre, nous avons demandé le chemin qui allait nous faire avancer vers la mise en œuvre de changements pour le Darfour.

---

**La décision de sortir de chez soi, de prendre la route et de demander son chemin comporte des avantages pour soi-même, pour les gens autour de soi et pour la société dans son ensemble.**

---

Durant ces trois années, l'exercice du changement à faire nous a poussés à constamment poser des questions. Nous avons demandé :

- l'aide et les conseils de députés sur la façon d'organiser une conférence de presse efficace
- à des étudiants experts de critiquer notre politique
- à d'anciens organisateurs de grands ralliements comment organiser un ralliement
- aux fondateurs et dirigeants de jeunes ONG canadiens comment fixer les priorités dans un jeune organisme
- à des consultants œuvrant avec des entrepreneurs sociaux comment bâtir des équipes solides
- conseil à des conseillers de députés concernant des stratégies d'élections.

Et les questions continuent : comment convaincre des milliers de citoyens de faire

le 1-800-GENOCIDE pour demander à leur député d'agir en faveur du Darfour? Que faut-il pour qu'une réponse immédiate et résolue au génocide devienne une pierre angulaire de la politique étrangère du Canada?

Quand on prend la route la première fois, il y a peu d'indications. Le sens de l'orientation s'améliore cependant à mesure que l'on pose des questions.

**Une poursuite constante du changement**

Il se trouve que le voyage est une poursuite constante du changement – un voyage vers une destination jusque-là inexplorée. Il faut donc continuer à poser des questions. Après avoir roulé quelque temps, on se retourne; il est alors évident que l'on a avancé et le changement apparaît. Si on ne regarde qu'en avant, même après des années sur la route, le changement demeure évanescent, indéfini.

La décision de sortir de chez soi, de prendre la route et de demander son chemin comporte des avantages pour soi-même, pour les gens autour de soi et pour la société dans son ensemble.

L'expérience ainsi que les relations, compétences et possibilités nouvelles que j'ai acquises dépassent de beaucoup celles de la plupart des jeunes dans la vingtaine. Autour de moi, les gens avec qui je travaille dans STAND et ailleurs voient ce que c'est que de changer les choses et ce qu'ils font me motive sans cesse. À l'échelle de la société, plus de 50 universités et écoles secondaires voient des jeunes discuter de ce que le Canada peut faire pour le Darfour. À mes yeux, tel est l'impact de la décision de devenir un meneur afin d'induire le changement.

J'ai conversé récemment avec 16 jeunes Canadiens ambitieux et accomplis. Jusqu'ici, chacun avait fait un voyage différent, mais tous avaient eu des retombées : aider une Première Nation à prendre le chemin de l'auto gouvernance; développer de jeunes chefs de file au Nouveau-Brunswick; diriger l'élaboration des politiques pour un premier ministre en devenir; créer une chaîne

---

d'approvisionnement 100 % éthique pour produire des t-shirts dont les profits sont partagés avec un important organisme de bienfaisance. Le sujet de conversation était « et maintenant, quelle est la prochaine étape pour chacun d'eux? »

Ces jeunes Canadiens avaient sans conteste « changé des choses », mais leurs idées sur leur avenir étaient vagues. « Je veux aller dans le développement, c'est tout ce que je sais... Devrais-je travailler ici ou là?... Dois-je changer de domaine de travail?... Dois-je lancer mon propre projet et filer en solo?... » Jetant un regard derrière eux, ces jeunes meneurs sentaient qu'ils avaient changé des choses, mais regarder en avant suscitait plus de questions que de réponses. Ils étaient sortis de chez eux et voyageaient depuis des années, mais ils continuaient à poser des questions.

Voilà où je voulais en venir : changer les choses fait voyager vers une destination nouvelle et unique. Personne avant n'a fait entièrement votre voyage. Nul besoin, avant de sortir de chez soi, de savoir quels pas faire exactement. Le changement se résume parfois à sortir de chez soi et à demander son chemin. Après avoir roulé quelque temps, on peut regarder derrière soi et voir que l'on a changé des choses. Mais le chemin en avant aura toujours l'air brumeux et il s'éclaircit uniquement à mesure que l'on demande son chemin.

### **Conclusion**

Pour relever les défis qui nous attendent comme nation, le Canada doit combler un écart critique. Cet écart, c'est la différence entre la passion qu'il faut pour apporter un changement social dans la jeunesse canadienne et les efforts réellement faits en vue d'un changement.

Nous, les jeunes Canadiens, avons un avenir rempli de nombreux défis. Il faut nous y préparer et nous avons besoin d'une armée de Canadiens pour changer les choses au pays et à l'étranger. Mais peu importe l'enjeu, le voyage est plus facile qu'il n'y paraît; il

commence par sortir de chez soi, prendre la route, et demander son chemin.

*Note : le texte original de cet article a été rédigé en anglais.*

### **Benjamin Fine**

Ben Fine est co-fondateur et directeur exécutif de STAND Canada, un organisme national ayant pour mission de mobiliser une masse critique de Canadiens pour mettre fin à la crise au Darfour et réagir aux futures menaces de génocide. L'organisme est représenté dans 25 campus universitaires et 40 écoles secondaires et continue de s'agrandir. C'est pendant l'été 2004 que Ben a découvert la situation au Darfour, situation qui lui a rappelé les camps de concentration qu'il avait visités en Pologne lorsqu'il était au secondaire. Il a décidé d'agir et a fondé STAND en février 2005. Ben a rencontré des députés, des ministres, des sénateurs et l'ancien Premier ministre Paul Martin dans le cadre de ses activités pour la protection du Darfour. Il a publié des articles d'opinion dans le Toronto Star et le National Post, pris la parole à des rassemblements et est passé à MTV Live. Ben a terminé sa deuxième année de médecine à la Faculté de médecine de l'Université de Toronto en 2008. Il a obtenu en 2006 une maîtrise ès sciences en pratique du génie chimique du Massachusetts Institute of Technology pour laquelle il a travaillé à des projets de génie à la Cabot corp. près de Boston et chez Novartis à Bâle en Suisse. Il s'intéresse actuellement à l'innovation et à l'efficacité dans le domaine des soins de santé, avec le Centre for Complex Care in Innovation au Toronto General Hospital, après avoir travaillé avec Cancer Care Ontario. En 2005, Ben a obtenu la médaille d'or de la Faculté de génie à l'Université de Western Ontario où il a fait ses études de premier cycle. En 2004, il a été semi-finaliste du concours « Si j'étais Premier ministre ». Pendant qu'il était à Boston, Ben faisait partie de l'équipe d'aviron de MIT et est fier d'avoir couru récemment sa première course de 10 kilomètres. Il n'aime rien tant que rire, dit-il.

Publié, La Presse, 30 mars 2008

Saviez-vous que nous sommes en plein cœur de l'Année polaire internationale ? Même si les années thématiques ne vous intéressent pas au plus haut point, celle-ci devrait piquer votre curiosité ! En effet de grands enjeux sont en cours pour le contrôle de l'Arctique. Il est donc temps que le Canada passe à l'action et qu'on relève un défi innovant afin d'assurer le développement durable de cette région qui occupe une bonne partie de notre grand pays.

Selon la convention de l'ONU sur le droit de la mer, les territoires du Canada, du Danemark, des États-Unis, de la Norvège et de la Russie s'étendent jusqu'à deux cents milles marins au large de leurs côtes. Ces cinq pays possédant des territoires qui baignent dans l'océan Arctique en sont à revendiquer par différents moyens les fonds marins ainsi que les eaux internationales de l'océan au-delà de leur zone territoriale.

La motivation de chacun est simple : les fonds marins de l'Arctique renferment des milliards de tonnes de pétrole et de gaz. À la veille d'une crise du pétrole, ces ressources naturelles sont de plus en plus précieuses et elles deviennent maintenant plus accessibles étant donné que le réchauffement global de la planète contribue à la fonte progressive de la banquise permanente à la surface de l'océan Arctique.

Récemment la Russie ainsi que le Danemark ont chacun entamé des expéditions pour tenter de démontrer et de justifier scientifiquement que le pôle Nord et une partie de l'océan leur appartiennent. Ces pays appuient leurs revendications sur l'hypothèse que la dorsale de Lomonosov, une chaîne de montagnes au fond de l'océan sous le pôle Nord, serait un prolongement naturel de leur territoire respectif, soit de la Sibérie ou du Groenland.

Les États-Unis pour leur part ne reconnaissent pas comme appartenant au Canada le passage du Nord-Ouest entre les

îles de l'archipel canadien et ils contestent également la ligne droite qui part du pôle et qui délimite la mer de Beaufort entre l'Alaska et le Canada.

Pendant ce temps, le Canada militarise l'Arctique sous la nouvelle politique du gouvernement de Stephen Harper suggérant ainsi que notre souveraineté dans l'Arctique doit s'affirmer par la force. De façon réaliste, si le Canada persiste à vouloir jouer la carte de la force, les chances sont très élevées pour qu'il perde la bataille contre les États-Unis et la Russie.

---

**De façon réaliste, si le Canada persiste à vouloir jouer la carte de la force, les chances sont très élevées pour qu'il perde la bataille contre les États-Unis et la Russie.**

---

Un recours à la diplomatie s'impose et le Canada devrait plutôt miser sur cet atout beaucoup plus prometteur. Voici une occasion en or pour le Canada d'affirmer son leadership en organisant un premier Sommet de l'Arctique qui pourrait réunir les cinq pays concernés, incluant les peuples autochtones, autour d'une table de pourparlers. Les principaux intervenants pourraient discuter et échanger ouvertement sur leurs intentions et leurs attentes en regard du futur du Nord.

Un tel Sommet de l'Arctique serait une source d'idées fraîches et un forum idéal pour envisager un grand partenariat, une forme de coopération internationale à l'exploitation, et au partage des ressources de la région. Cette initiative présenterait un exemple concret d'exploitation responsable des ressources naturelles dans une optique de mondialisation et de développement durable.

Il est évident que coordonner et mettre en commun les efforts de chacun pour que tous les acteurs travaillent dans un même but constructif éviterait toutes pertes de temps, d'énergie et de ressources humaines et

---

matérielles mais la grande question demeure comment convaincre les grandes puissances que cette proposition est la meilleure solution envisageable, qu'elle soit non seulement acceptable et réalisable mais qu'elle leur procure de réels avantages.

La Norvège serait fort probablement un allier motivé par cette initiative considérant les politiques qu'elle valorise, car ce pays a déjà refusé d'exploiter certaines de leurs ressources naturelles pour des questions d'éthiques. Les États-Unis ont actuellement tout intérêt à améliorer leur image façonnée par leur historique d'activités et cette opportunité serait certainement la bienvenue. Étant donné leur relation commune construite par les événements du passé, les États-Unis et la Russie verraient sûrement un avantage à ce que le Canada joue en quelque sorte un rôle de médiateur dans ce dossier afin de leur permettre d'établir un nouveau contact et d'entreprendre de nouvelles négociations.

Il est primordial de trouver des alternatives aux projets militaires pour reconvertir le Nord en une terre viable et prospère en adoptant des politiques de développement durable. Or, le Sommet de l'Arctique pourrait servir de tremplin à cette initiative. Une telle réalisation possède un caractère prestigieux pour le Canada et cela représente un grand pas en avant qui revêt une signification symbolique pour l'humanité.

### **Marc Fournier**

En 2004, Marc Fournier a entrepris un doctorat en génie informatique à l'Université Européenne de Strasbourg et il soutiendra sa thèse en 2008. Marc se spécialise dans la conception de scanners 3D pour l'acquisition et la reconstruction de modèles 3D numériques à partir d'objets physiques. Ses travaux de recherche ont été publiés dans des revues et à des conférences internationales. Il a obtenu le prix du meilleur article présenté à la conférence Computer Graphics International en 2007 au Brésil. Marc a débuté ses études au cégep André-Laurendeau à Montréal où il a reçu en 1996 le prix du meilleur projet de fin d'études collégiales pour son diplôme en technologie physique. Marc a poursuivi sa formation et il a obtenu un baccalauréat en génie électrique et une maîtrise en technologie des systèmes de l'École de technologie supérieure à Montréal. Il s'est vu décerner en 2002 le prix du meilleur mémoire de maîtrise ainsi que la médaille d'or académique de la Gouverneure générale du Canada. Marc est également lauréat de plusieurs bourses d'études dont les bourses du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, de l'Agence spatiale canadienne et de Sécurité publique Canada. Au cours de sa formation, Marc a eu l'occasion de réaliser des projets de recherche à l'Institut national de la recherche scientifique, l'Institut de recherche en électricité du Québec, et l'Institut national d'optique. Suite à sa maîtrise, il a occupé un poste de Chargé de projets au Centre de photonique de Montréal en 2003 avant d'entreprendre son doctorat. Marc s'est également impliqué dans plusieurs activités parascolaires et sociales. Avec ses coéquipiers, il a remporté en 2000 un championnat nord-américain en compétition universitaire d'ingénierie ainsi que le prix d'excellence en sciences et applications technologiques au concours Forces AVENIR. En 2002, Marc a participé à un projet de coopération internationale en Équateur pour apporter une aide humanitaire à la communauté.

Rempporter une majorité de sièges n'est pas chose facile au niveau fédéral.

Selon un sondage Nanos Research du mois dernier, seulement 46 % des Canadiens étaient favorables ou quelque peu favorables à une majorité conservatrice dirigée par M. Harper; et seulement 39 % étaient favorables ou quelque peu favorables à une majorité libérale dirigée par M. Dion.

Selon la plupart des sondages, un autre gouvernement conservateur minoritaire serait élu s'il y avait des élections aujourd'hui. Les gouvernements minoritaires sont courants au Canada et ils ont bien fonctionné. Il est possible que la population n'aime tout simplement pas les choix politiques qui lui sont offerts; peut-être s'adapte-t-elle au statu quo.

Il est toutefois préoccupant qu'aucune coalition politique ne soit actuellement capable de remporter une majorité de sièges. Aucun principe, aucune thématique, politique ou proposition ne rassemble la totalité du pays ni ne recoupe les catégories démographiques. Les Conservateurs peinent à convaincre les électrices; les Libéraux rejoignent mal les hommes; les Conservateurs sont plus faibles dans les provinces atlantiques alors que les Libéraux le sont dans l'ouest du pays.

La démocratie – le plus vaste exercice collectif à notre disposition – est censée faire la médiation entre les intérêts individuels et les aspirations communes. Un bon dirigeant politique est non seulement capable d'appeler aux intérêts individuels, il réussit également à définir et articuler une vision commune qui fait appel à nos aspirations communes.

Le Canada dispose déjà des atouts avec lesquels élaborer une solide vision nationale... s'il pouvait juste voir son potentiel. Le défi des dirigeants politiques consiste donc à exprimer de la meilleure façon possible une vision commune à l'ensemble du pays; bref, de cimenter les

carreaux de la mosaïque canadienne à l'aide d'un but commun. Deux composantes sont ainsi nécessaires à notre mosaïque nationale : les carreaux et le ciment.

Les Canadiens ne sont cimentés ni par la langue ni par l'ethnicité ou la religion. Leur identité commune trouve sa source dans les valeurs, le caractère, les aspirations et l'expérience qu'ils partagent.

Le citoyen canadien apprécie la compassion et la tolérance, incarnées par Rick Hansen, Terry Fox et Roméo Dallaire, nos héros contemporains. Il honore ceux et celles qui sont guidés par la compassion et une détermination tranquille, non les conquérants coupeurs de gorge.

---

**Les Canadiens ne sont cimentés ni par la langue ni par l'ethnicité ou la religion. Leur identité commune trouve sa source dans les valeurs, le caractère, les aspirations et l'expérience qu'ils partagent.**

---

Innovateurs, souvent par nécessité, les Canadiens habitent un territoire immense et rude qui les a poussés à innover : qu'il s'agisse de faire passer un rail au travers des Rocheuses, de transmettre des ondes radio outre-Atlantique, de développer des technologies telles que le Canadarm et le Blackberry, ou d'ériger le pont de la Confédération qui mène à l'Île-du-Prince-Édouard.

Nous estimons la démocratie canadienne et ses institutions. En 1758, la Chambre d'assemblée de la Nouvelle-Écosse se réunissait pour la première fois, donnant ainsi naissance à la démocratie parlementaire dans notre pays. Bien que le Canada est souvent qualifié de jeune pays, il est intéressant de noter qu'il jouit depuis 250 ans d'une tradition de démocratie parlementaire, de la liberté de presse et de gouvernements responsables.

---

Voilà les caractéristiques à la source de nos aspirations communes et, ultimement, de notre destinée commune. La réalisation de nos aspirations n'exige nullement un débat sans fin au sujet de l'identité canadienne. La pleine réalisation de notre potentiel dépend bien davantage de notre détermination à agir en Canadiens au service de l'intérêt de l'humanité. Le monde saura que nous sommes Canadiens non à notre apparence, mais par notre façon de nous conduire chez nous et à l'étranger.

Si nos actions font de nous des Canadiens, alors nous devrions nous demander à nous-mêmes, mais surtout à nos dirigeants politiques :

Si la compassion nous définit réellement, que faisons-nous pour soulager la souffrance humaine? Que faisons-nous à propos de la crise du VIH/sida qui se poursuit, de l'écrasante pauvreté de centaines de millions de gens dans le monde, ou des gangs du crime organisé qui tirent profit du trafic des êtres humains?

Si nous sommes innovateurs, comment relevons-nous le défi de vivre en harmonie avec nos milieux naturels?

Si les valeurs démocratiques nous tiennent à cœur, que faisons-nous pour raviver l'engagement civique et la participation politique qui déclinent chez les jeunes du pays? Que faisons-nous pour relever les défis que posent la tyrannie et l'oppression en Afghanistan, en Haïti, en Birmanie, au Zimbabwe et autres pays semblables?

Face à nombre de ces défis, le Canada est capable de jouer un rôle de chef de file. Nous ne manquons ni de compassion ni de sens de l'innovation ni d'attachement aux valeurs démocratiques. La seule question est : avons-nous la volonté d'aller de l'avant?

Parmi nos chefs politiques, celui qui répond le mieux à ces questions et qui est en mesure d'articuler un but commun pour le pays, celui-là mérite la chance de gouverner le Canada.

Et moi, je voterai pour lui.

*Note : le texte original de cet article a été rédigé en anglais.*

### **Nicholas Gafuik**

Nicholas Gafuik est directeur de l'élaboration de programmes pour le Manning Centre for Building Democracy, un organisme qui prépare les gens pour une participation à la vie politique fondée sur les principes. Nicholas est chargé de la planification et de la mise en oeuvre de tous les programmes du Manning Centre. Il a une maîtrise d'histoire de l'Université McGill. Sa thèse portait sur la politique étrangère du Canada pendant la guerre froide et sur les origines du maintien de la paix. Il a également un baccalauréat d'histoire (avec distinction) de l'Université de Calgary et fait actuellement des études pour obtenir un certificat en gestion de projet de l'Université de Colombie-Britannique. Il s'intéresse entre autres choses à l'identité, à la mémoire historique et au fédéralisme canadiens, ainsi qu'aux politiques environnementales et à l'élaboration d'une éthique fondée sur des principes de bonne intendance. Il est directeur fondateur de l'Alberta Environmental Stewardship Coalition ([www.AlbertaStewardship.ca](http://www.AlbertaStewardship.ca)), un groupe s'employant à promouvoir la bonne intendance de l'environnement en tant que principe et pratique pour les gouvernements, les entreprises et les citoyens en Alberta. Nicholas était parmi les finalistes pour 2003 du concours « Si j'étais premier ministre » organisé par Magna. Il a rempli les fonctions d'observateur international lors des élections parlementaires (mars 2006) et présidentielles (décembre 2004) en Ukraine et des élections parlementaires au Cambodge (juillet 2003). Natif d'Alberta, Nicholas vit actuellement à Ottawa.

Depuis quelques décennies, le rôle du Canada sur la scène internationale a diminué considérablement; notre réputation en tant qu'acteur important sur la scène mondiale a perdu de son lustre.

Nous n'avons pas respecté les normes internationales de traités que nous avons signés, notamment le Protocole de Kyoto et la promesse – très loin d'avoir été tenue – de consacrer à l'aide internationale 0,7 % de notre produit intérieur brut.

Lester B. Pearson, ancien Premier ministre connu internationalement et père du maintien de la paix, serait grandement déçu de la contribution actuelle du Canada au maintien de la paix, une valeur pourtant iconique au pays.

Selon l'Association canadienne pour les Nations Unies, le Canada occupe le 55e rang parmi les 108 pays contribuant aux missions de maintien de la paix de l'ONU. Il y consacre 126 personnes réparties dans 8 missions, alors que le Bangladesh, le Pakistan et l'Inde ont des effectifs qui dépassent les 9 000.

En 1947, à l'époque de sa première participation aux missions de l'ONU, le Canada était le chef de file du maintien de la paix. Neuf années plus tard, M. Pearson – ministre des Affaires étrangères dans les années 50 et Premier ministre dans les années 60 – proposait au monde l'idée des Casques bleus de l'ONU.

Notre rôle a considérablement diminué depuis 1956, quand la crise de Suez en Égypte a inspiré l'idée des Casques bleus à M. Pearson. Le Canada a alors contribué quelque 1 100 Casques bleus à cette seule mission. Le Canada profite de son passé de soldat de la paix. Nous ne sommes plus des médiateurs dans le monde et notre drapeau flotte rarement en zone de guerre ou de conflit. Si les Canadiens sont ambivalents quant aux missions de combat comme celles en Afghanistan, ils ont par contre toujours appuyé les Casques bleus.

Dans un monde toujours plus affligé par les problèmes de pauvreté, de développement, de changements climatiques et autres, les efforts canadiens de maintien de la paix devraient être à l'avant-plan des préoccupations du Canada et viser à rétablir son rôle de chef de file.

Le Canada n'a pas délaissé seulement son engagement dans le maintien de la paix. Dans sa contribution de longue date à l'établissement d'autres types d'aide, telle la formation de forces policières, il n'est pas toujours à la hauteur de son image.

---

**Valorisons-nous le rôle de chef de file du Canada sur la scène internationale? Nous devons alors responsabiliser davantage nos dirigeants. Comme Canadiens, nous avons le devoir d'en attendre plus de leur part et d'exiger des engagements dont nous serons fiers et qui permettront à notre pays de revendiquer à nouveau la position de chef de file sur la scène mondiale.**

---

M. Pearson a séjourné au Sri Lanka en 1950 pour voir de ses yeux l'inégalité des pays en développement. Cela l'a incité à participer à la création du Plan Colombo, le programme mondial d'aide étrangère conçu pour être le cadre dans lequel se déploieraient les efforts de coopération internationale en vue d'élever le niveau de vie des populations de la région de l'Asie/Pacifique.

Plus tard dans les années 50, M. Pearson a présidé la Commission Pearson qui a établi à 0,7 % du PIB le niveau magique de l'aide mondiale. Or, jamais le Canada n'a atteint cet objectif.

D'autres pays, surtout en Europe, s'efforcent de s'en approcher. De son côté, le Canada se fait remarquer par son absence. Son engagement et sa contribution actuels

---

représentent environ 0,26 % (3 milliards \$) de son PIB, moins de la moitié du 0,7 % visé. Nous pouvons faire mieux.

De cet argent, des centaines de millions ne parviennent jamais aux gens, servant plutôt d'aide fantôme et réduisant d'autant les retombées réelles de notre contribution. Dans un rapport paru en 2005, l'agence de développement international ActionAid montre que près de la moitié de l'aide globale sert à payer des consultants et autres frais, tels la recherche, la formation, et les frais administratifs, qui reviennent aux pays donateurs. Bien que cet argent soit associé aux projets d'aide étrangère, il reste dans les pays industrialisés.

Valorisons-nous le rôle de chef de file du Canada sur la scène internationale? Nous devons alors responsabiliser davantage nos dirigeants. Comme Canadiens, nous avons le devoir d'en attendre plus de leur part et d'exiger des engagements dont nous serons fiers et qui permettront à notre pays de revendiquer à nouveau la position de chef de file sur la scène mondiale.

Cette vision est à la portée du Canada. Il est possible de la réaliser par des actions présentes plutôt que par le rappel de gloires passées.

*Note : le texte original de cet article a été rédigé en anglais.*

#### **Oliver Madison**

Oliver Madison est président de Me to We Style Inc. une entreprise sociale ayant pour mission de fournir des vêtements de qualité, fabriqués selon les règles de l'éthique, aux consommateurs qui ont une conscience sociale. Cette entreprise apporte en outre un soutien financier à l'organisme caritatif partenaire Enfants Entraide. Avant cela, Oliver était directeur chez Octavian Capital, une entreprise de financement des entreprises qui a son siège à Toronto et se spécialise dans les petites et moyennes entreprises. Oliver y était responsable du développement de l'entreprise et de la levée de fonds propres et d'emprunt et remplissait les fonctions de conseiller auprès de la direction quant aux possibilités de croissance et à la stratégie commerciale. Avant cela, Oliver s'occupait de financement des entreprises au bureau de New York de Brown Brothers Harriman. Son travail y consistait à conseiller les compagnies privées comptant peu d'actionnaires sur les fusions et les acquisitions et à analyser les investissements éventuels pour les fonds d'action de déploiement et privés de l'entreprise. Oliver est diplômé avec distinction de Harvard College et a un baccalauréat en économie et un diplôme en allemand. En 2004, il a réussi les examens du Niveau III d'analyste financier agréé (C.F.A.).

Je n'oublierai jamais Isatou Jallow, rencontrée à une clinique de santé en Gambie. Elle amenait son enfant malade, espérant le sauver. Mais il était trop tard; je l'ai regardée, stoïque, pleurer la mort de son enfant. Isatou était forte, elle n'avait pas le choix – elle est pauvre.

Le chagrin est un luxe que ne peuvent s'offrir les 1,2 milliards de pauvres dans le monde. Comme Isatou, ils gagnent tout juste leur vie avec moins d'un dollar par jour; on appelle cela « l'extrême pauvreté ».

Isatou devait se soucier de la récolte d'arachides sur son petit terrain. Son seul espoir : une récolte correcte, qui lui rapporterait suffisamment pour garder ses autres enfants en vie et les envoyer à l'école. Avec ses 4,6 milliards \$ d'aide étrangère, le Canada peut faire beaucoup mieux pour alléger l'écrasant fardeau de la pauvreté. C'est ce qu'il fera si le projet de loi à l'étude cette semaine au Comité des affaires étrangères du Sénat est adopté avant la convocation des élections.

Le projet de loi C-293, appelé « projet pour une aide améliorée », est un projet de loi privé déposé par le député libéral John McKay. Il propose un mandat législatif pour que la portion de l'aide étrangère appelée « aide publique au développement » (APD) serve à réduire la pauvreté et prenne en compte les priorités des bénéficiaires comme Isatou.

Ce n'est pas le cas en ce moment. En 2000, seulement 26 % des projets de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) avaient comme premier objectif de réduire la pauvreté. L'aide canadienne n'est pas ciblée. À essayer d'être tout pour tous, elle finit par apporter un peu à quelques-uns.

Le projet de loi propose aussi un mécanisme de transparence et de responsabilisation afin que le programme d'aide soit bien géré. L'aide au développement de l'ACDI est le deuxième plus gros programme de subventions discrétionnaires du gouvernement. Or, la ministre de l'ACDI

est tenue de rendre compte au Parlement uniquement de ses plans et de son rendement – et non de la façon dont les fonds de l'APD sont dépensés.

Si le projet de loi est adopté, les ministres chargés de distribuer l'aide au développement devront, dans les six mois suivant la fin d'un exercice financier, présenter au Parlement un rapport narratif sur la manière dont les fonds ont été distribués, et y ajouter un rapport statistique dans les 12 mois suivant la fin de l'exercice.

Cela mettrait fin au gonflement honteux des statistiques de l'APD pour y inclure toutes les dépenses en aide étrangère et cesserait le détournement des fonds de l'APD vers la guerre au terrorisme, au détriment de la réduction de la pauvreté mondiale.

---

**L'aide canadienne n'est pas ciblée. À essayer d'être tout pour tous, elle finit par apporter un peu à quelques-uns.**

---

La hausse de 28 % des dépenses d'aide entre 2001 et 2004, qui a été réservée pour l'Irak et l'Afghanistan, a été inscrite comme de l'APD. Si la reconstruction en Irak et les opérations militaires en Afghanistan sont devenues d'importants volets de l'aide étrangère, elles ne constituent pas une aide au développement.

Ce projet de loi a mis du temps à voir le jour, mais les principes qu'il défend ne sont pas nouveaux.

Déjà dans un rapport de 1987, le Comité des affaires étrangères de la Chambre demandait que l'on dote l'APD d'un mandat plus clair; il recommandait aussi une charte fondée sur la réduction de la pauvreté. Des recommandations similaires ont été présentées par des comités parlementaires en 1994, dans l'énoncé de politique « Le Canada dans le monde » en 1995, et dans le rapport de la Vérificatrice générale sur l'ACDI

en 1998.

Il ne s'agit pas d'un projet de loi libéral. Le NPD et les Conservateurs en ont présenté de semblables dans les deux gouvernements précédents. En 2005, dans une lettre ouverte au premier ministre Paul Martin et cosignée par les chefs du NPD et du Bloc Québécois, Stephen Harper demandait d'agir de toute urgence afin de cibler l'APD sur la réduction de la pauvreté et d'élaborer un mécanisme de responsabilisation au Parlement.

Aujourd'hui, les Conservateurs s'opposent à ce projet de loi. Eux seuls ont voté contre à la Chambre et les sénateurs conservateurs utilisent des tactiques dilatoires pour en retarder l'adoption au Sénat, où il se trouve depuis novembre dernier.

Les critiques disent que le projet de loi ne réparera pas l'ACDI. Le projet de loi n'est pas conçu à cette fin. Il a pour but de modifier la manière dont le Canada dépense l'aide au développement, et non les agences gouvernementales qui la distribuent. On critique aussi la clause de consultation – qui donne un mot à dire aux bénéficiaires – arguant qu'elle ajouterait des couches à une bureaucratie déjà gonflée. Un demi-siècle de développement nous a appris autre chose : écouter les pauvres exprimer leurs besoins, et non les leur dicter, est le seul moyen d'obtenir des résultats à long terme.

Ce projet de loi n'arrangera pas tout ce qui cloche dans notre programme d'aide, mais il constitue un pas dans la bonne direction. La communauté internationale n'a cessé de demander ce type de loi par le biais de l'Organisation de coopération et de développement économiques; les contribuables canadiens le méritent; et plus de 250 000 Canadiens et 800 organismes ont plaidé en sa faveur en appuyant la campagne Abolissons la pauvreté. Toutes ces voix se font entendre fort et clair : le Sénat doit avaliser ce projet de loi avant qu'une élection ne l'envoie aux oubliettes. Ces voix parlent pour Isatou dans l'espoir qu'un jour elle puisse parler pour elle-même.

J'espère que les sénateurs écoutent.

*Note : le texte original de cet article a été rédigé en anglais.*

### **Shauna Mullaly**

Shauna Mullaly croit passionnément à la capacité du génie d'entraîner un changement social positif. Elle est actuellement inscrite à un programme de maîtrise en génie biomédical mettant l'accent sur le développement international. Dans le cadre de sa thèse, elle élabore un modèle pour l'acquisition et la diffusion durables de la technologie médicale dans les pays en développement. Elle a travaillé, pendant l'été 2006 pour le conseil de la recherche médicale du Royaume-Uni en Gambie, pays de l'Afrique de l'Ouest. Shauna, qui est coprésidente de la section de Carleton d'Ingénieurs sans frontières, a aussi fait partie de l'équipe de direction du congrès national de 2006 d'Ingénieurs sans frontières, la plus importante rencontre annuelle consacrée au développement international au Canada. Elle a représenté l'Université Carleton à la conférence de 2006 des Nations Unies sur la jeunesse et la réforme de l'ONU, et elle a participé au forum des femmes du sommet de l'Union africaine, où il a été question de la gouvernance tenant compte des différences entre les sexes dans les sociétés en sortie d'e conflit. Dans le cadre de ses activités dans le milieu du génie, Shauna a été cofondatrice du programme Engineering Outreach and Recruitment à l'Université Carleton. Forte de cette expérience, elle a fondé et présidé, en 2005 et en 2006, l'événement appelé Go Eng Girl!, qui permet à des jeunes filles d'établir des liens avec des modèles féminins du domaine du génie. Elle a par ailleurs participé à la conception d'un nouveau cours sur la technologie et le développement international à Carleton. Modèle solide pour la jeunesse, Shauna présente souvent ses idées sur le génie et le développement international à des élèves d'écoles primaires et secondaires. Elle a également aidé dans leurs études des adolescentes enceintes à risque. En 2006, elle a été mise en nomination pour le prix des Femmes de distinction du YMCA et elle s'est vue décerner en 2007 le Prix pour réalisation communautaire exceptionnelle du Bureau des gouverneurs de l'Université Carleton. Aimant par-dessus tout voyager et rencontrer des gens, Shauna aime également se détendre à son chalet de l'Île-du-Prince-Édouard.

Que Barack Obama remporte ou non l'investiture démocrate, il aura assurément changé le visage de la politique aux États-Unis. Fils d'un Africain gardien de chèvres, puis diplômé de Harvard, M. Obama offre une parole inspirée quant à la complexité culturelle grandissante des États-Unis et à la place critique qu'ils occupent dans notre monde interconnecté.

Au Canada, peu de gens saisissent vraiment ce qu'incarne M. Obama. Un virage par rapport à Bush, à la guerre en Irak et au néo-conservatisme, un changement de génération et une première occasion pour les États-Unis de passer à la politique postgénération du baby-boom? Sans aucun doute. Mais plus fondamentalement, il représente une révolution contre la politique des enfants du baby-boom. Il cherche à transcender et non à faire revivre l'ordre du jour politique des années 60 qui a créé tant de divisions.

Ni Hillary Clinton ni John Edwards ne comprennent cela; chacun centre son message sur le retour de la gauche de leur jeunesse. Edwards fait appel à la gauche des syndicats et de la main-d'œuvre alors que les principaux appuis d'Hillary viennent du centre-gauche de l'establishment des enfants du baby-boom. Obama, lui, fait appel à la génération montante des progressistes. En Iowa, 57 % des moins de 30 ans ont voté pour lui et l'on fait dans un nombre record. Mme Clinton a obtenu 11 %.

Ni cette génération plus jeune ni Obama ne sont familiarisés avec la politique libérale progressiste. Le New Deal est de l'histoire ancienne et l'ordre du jour libéral des années 60 et 70 appartient à la mythologie de leurs parents. Ils n'ont connu aucun autre président démocrate que Bill Clinton, dont les principales réalisations – l'élimination du déficit et la réforme de l'assistance sociale – n'étaient pas particulièrement progressistes.

La génération d'Obama est façonnée par l'économie des services, la mondialisation, l'Internet et la révolution des télécommunications, bref par la post-

industrialisation. Le vieux programme progressiste conçu pour la révolution industrielle a de moins en moins de prise sur une génération qui veut faire partie de l'économie du savoir. Par exemple, la position d'Obama sur l'ALENA est mal comprise. Contrairement à Clinton qui préconise un protectionnisme sectoriel, Obama ne veut ni mettre fin à l'ALENA ni l'atténuer, mais bien l'améliorer en y incorporant des normes environnementales et du travail – ce que les progressistes du Canada espèrent depuis des années.

Aux États-Unis comme au Canada, la gauche et le centre-gauche ont réagi d'une façon réactionnaire aux changements économiques. Depuis trois décennies, les Démocrates, le NPD et les Libéraux, opposés aux efforts de réforme ou au renouveau des institutions progressistes que leurs ancêtres avaient bâties, ont surtout défendu le statu quo.

---

**Il fait appel à ceux qui ne craignent pas les marchés ni ne voient le gouvernement comme une panacée, mais qui valorisent une société qui offre l'égalité des chances.**

---

En contraste, Obama et ses partisans veulent dresser un ordre du jour néo-progressiste, un New Deal pour le 21<sup>e</sup> siècle, qui permette de se débattre avec les défis et les possibilités de la révolution postindustrielle.

Pour réaliser ce programme, il s'efforce de constituer une nouvelle majorité dirigeante. Obama ne s'adresse pas uniquement aux Démocrates, il cherche délibérément à rallier les Républicains pragmatiques et les Indépendants. Il fait appel à ceux qui ne craignent pas les marchés ni ne voient le gouvernement comme une panacée, mais qui valorisent une société qui offre l'égalité des chances. Résultat : des jeunes de tous les horizons politiques voient en Obama le moyen de surmonter la polarisation politique du passé.

---

Un tel mouvement peut-il émerger chez nous? Peut-être, mais personne n'a essayé.

Le NPD, en parallèle avec John Edwards, compte sur un bloc de partisans bien organisés. Mais sa rhétorique anti-marché a du plomb dans l'aile. Les jeunes progressistes suivent attentivement l'évolution des Verts, mais ils sont gênés par leurs franges extrémistes.

Le Parti libéral? Il semble préférer la politique de division d'Hillary (wedge politics) à l'approche transformatrice d'Obama depuis trop longtemps.

Évidemment, toute politique transformatrice exigerait une douloureuse introspection en plus de la volonté de renoncer à ses vieilles batailles. Depuis la Conférence de Kingston en 1960, le Parti libéral n'a jamais voulu remettre en question ses hypothèses de base et ses principes politiques. D'ailleurs, parmi les idées émises lors de son renouvellement de 2006, très peu se sont retrouvées dans la plate-forme du parti. Pire encore, le parti n'a jamais suscité de discussion plus large sur son identité, sa vision et son orientation.

Rien ne caractérise mieux cette dichotomie que le débat sur la santé – la vache sacrée par excellence. Tout le monde reconnaît que le système est à bout de souffle, mais personne ne veut sortir du vieux débat entre statu quo et privatisation.

Qui encourage cette polarisation? Ceux qui, préconisant la politique de division, ont régulièrement recours à la tactique favorite de Bush : quiconque remet en question le statu quo est étiqueté anti-canadien, comme les Étatsuniens opposés à la guerre ont été qualifiés de non patriotiques. Résultat : le contexte politique est défini par la peur, le silence et le sur-place. Est-ce là ce qu'aura donné la poussée progressiste des années 60?

Si Obama réussit à réaligner le spectre politique étasunien, il donnera la parole à une nouvelle génération de néo-progressistes.

Les Canadiens – la plupart sont fiers d'être plus progressistes que les Étatsuniens – n'attendent pas les bras croisés. Ils exigeront du changement et donneront une majorité fort convoitée au parti qui répondra à cette nouvelle réalité. Ce prix est à qui le veut!

*Note : le texte original de cet article a été rédigé en anglais.*

### **Taylor Owen**

Taylor Owen est candidat au doctorat à l'Université d'Oxford, où il est titulaire, simultanément, d'une bourse Trudeau et d'une bourse d'études du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Avant cela, il avait reçu une bourse d'études supérieures du Programme d'Étude sur le Génocide de l'Université Yale et obtenu une maîtrise de l'Université de Colombie-Britannique. Il a été coéditeur de Security Dialogue, où il siège actuellement au comité de rédaction, et il est éditeur adjoint de St. Anthony's International Review. Il a aussi travaillé comme chercheur à l'Institut de recherche pour la paix dans le monde, Oslo (PRIO), au Centre de recherches sur le développement international (CRDI) et au Liu Institute for Global Issues. Il a occupé de nombreux postes de conseiller en politiques internationales et a produit des rapports sur des questions diverses, parmi lesquelles les armes légères, les mines antipersonnel et la construction de la paix. Son travail en tant qu'universitaire met l'accent sur la définition, la mesure et la mise en application de politiques et initiatives en matière de sécurité humaine. Il écrit beaucoup sur les causes et les conséquences des conflits, la construction de la paix et la politique étrangère canadienne, américaine et européenne. Il fait aussi paraître quotidiennement des textes sur le site [oxblog.com](http://oxblog.com) que le Washington Post a qualifié de deuxième meilleur blogue consacré aux affaires internationales.

La balle de chasse demi-blindée entre dans le corps de l'enfant de 11 ans. Elle se dilate, double son diamètre, se fragmente et cause de multiples perforations dans les tissus tout autour du trajet de la balle, provoquant ainsi le détachement de morceaux de muscle. Filant à plus de 600 m par seconde, la balle déchire l'enfant en petits morceaux.

Les armes légères tuent des masses de gens. Des 49 conflits majeurs survenus dans les années 90, 47 opposaient des combattants munis presque uniquement d'armes légères. Sur les 600 millions d'armes légères en circulation, environ 100 millions se trouvent en Afrique subsaharienne. Les coûts humains sont dévastateurs.

Le problème résulte simplement de l'offre et de la demande. La fin de la guerre froide et le démantèlement des forces communistes ont inondé le marché mondial de stocks excédentaires. En même temps, la demande a connu une forte hausse avec l'arrivée d'une nouvelle génération de guérillas, de seigneurs de guerre, de terroristes et de rebelles non liés à des États. Entre les marchés licites et illicites, la ligne s'est estompée, marchands et courtiers outrepassant les lois nationales grâce à des réseaux internationaux très élaborés.

Les efforts internationaux pour contrôler les armes légères et limiter les activités illicites qui les entourent ont échoué à répétition. En 2001, une conférence mondiale de l'ONU visait à éradiquer le commerce illicite. Un délégué étasunien obstiné, qui rappelait le « droit constitutionnel de garder et de porter une arme » aux États-Unis, a fait dérailler les pourparlers.

En proie aux mêmes dissensions, la Conférence d'examen de l'ONU en 2006 a été incapable de parvenir à une entente et encore moins d'engendrer l'action, affaiblissant encore le mouvement pour limiter ces armes. À cause de l'opposition véhémente des États-Unis à tout suivi de la part de la communauté internationale, beaucoup en sont venus à considérer comme moribond le mouvement

pour le contrôle des armes légères.

Or, au moment où s'achevait la conférence, dans un geste remarquable de leadership international, le Canada s'est avancé pour tenter de sauver quelques meubles du naufrage. Notre gouvernement a alors annoncé qu'il organiserait une réunion non officielle sur les principes globaux régissant le transfert des armes légères, poursuivant ainsi l'influence qu'il ne cesse d'exercer pour abolir les mines terrestres, un sous-ensemble des armes légères.

Tenue à Genève mais convoquée par le Canada, la réunion d'août 2007 a été un succès. Ensemble, les 111 pays, les 24 organisations de la société civile et les agences de l'ONU qui étaient présentes ont fait de réels progrès. Ils ont défini de meilleurs mécanismes pour autoriser le transfert de ces armes, les obligations afférentes pour les États, et d'autres mesures pratiques pour réduire le commerce illicite.

---

**Au lieu de se laisser gagner par les sentiments des Étasuniens, le Canada doit continuer à jouer un rôle actif et indépendant, à utiliser son poids d'exportateur mondial et de critique au franc-parler pour faire avancer les pourparlers.**

---

Les échanges ont aussi porté sur un éventuel cadre de traité sur le commerce des armes. Ce cadre prévoirait des normes communes pour le courtage et l'octroi des licences de production, ainsi que des contrôles et restrictions visant l'usage réel ou probable des armes dans les pays importateurs.

Si la réunion a revigoré le mouvement pour le contrôle des armes légères, il reste à voir si le cadre élaboré à Genève se concrétisera dans une entente lorsque tous les États membres se retrouveront à la réunion biennale de l'ONU en juillet prochain.

---

Le Canada est un important exportateur d'armes légères et ses normes de contrôle de l'industrie sont relativement élevées. Selon l'Initiative norvégienne sur le transfert des armes légères (NISAT), le Canada a exporté en gros pour 375 millions \$ d'armes légères en 2005.

Bien plus de la moitié de ces exportations vont aux États-Unis. Mais l'absence presque totale de contrôles fait qu'elles constituent le plus faible maillon d'un marché d'exportation par ailleurs bien réglementé. Les exportations canadiennes aux États-Unis n'exigent aucun permis et toute question sur l'endroit où les armes aboutissent est évitée à tout prix.

L'intransigeance étasunienne quant au contrôle des armes légères sera un enjeu clé des prochaines réunions préliminaires. Selon le Small Arms Survey, les États-Unis – le plus gros exportateur d'armes légères – forment la société la plus fortement armée au monde, avec 90 fusils pour 100 citoyens. Il est clair que ce pays, sur les plans économique et idéologique, a les contrôles en aversion.

Au lieu de se laisser gagner par les sentiments des Étasuniens, le Canada doit continuer à jouer un rôle actif et indépendant, à utiliser son poids d'exportateur mondial et de critique au franc-parler pour faire avancer les pourparlers. De plus, un véritable effort doit être déployé pour accroître la transparence, particulièrement en ce qui concerne les exportations aux États-Unis, et un permis doit être exigé pour toute exportation d'armes aux États-Unis.

Si le Canada envisage sérieusement le contrôle international des exportations ou l'adoption éventuelle d'un traité sur les armes légères, il doit modifier ses pratiques actuelles. À défaut de quoi il risque d'avoir l'air d'un acteur peu sincère et non du chef de file qu'il prétend être pour défendre certains principes.

*Note : le texte original de cet article a été rédigé en anglais.*

### **Emily Paddon**

Emily Paddon poursuit des études supérieures en relations internationales au St Antony's College, à l'Université d'Oxford. Si elle s'intéresse aux relations internationales, et en particulier au rôle du Canada dans le monde, c'est parce qu'elle se soucie de la sécurité humaine et de ses liens avec le pouvoir social, politique et militaire dans le monde moderne. Ses recherches actuelles portent sur les limites et la validité du principe d'impartialité dans les interventions autorisées par l'ONU. Emily a été directrice générale du journal The St Antony's International Review, le journal des affaires internationales des études supérieures d'Oxford, et elle est tutrice en relations internationales à l'Oxford Academy de Exeter College. Elle a un baccalauréat ès lettres de l'Université Brown, où elle a surtout étudié l'histoire de l'art et de l'architecture et les relations internationales. En parallèle avec ses études, elle a travaillé chez Goldman Sachs, avec l'International Crisis Group, avec le Watson Institute for International Relations et à World Affairs Television. Son intérêt pour la sécurité humaine et le développement a par ailleurs conduit à des projets de recherche et du bénévolat en Afrique de l'Ouest et du Nord. En septembre, Emily commencera une année à Montréal à titre de chercheuse-boursière Sauvé du Canada 2007.

*Publié, The Canadian Consortium on Human Security, mars 2008*

Le Canada engage des sociétés privées pour des tâches normalement dévolues à l’armée, telle la protection du premier ministre en tournée en Afghanistan ou dans d’autres zones sensibles. Contrairement aux États-Unis, à la Grande-Bretagne et à l’Afrique du Sud, où de graves allégations d’inconduite concernant des sociétés militaires privées ont provoqué des demandes de réforme, il n’y a eu chez nous aucun débat sur cette question.

L’an dernier, le ministère des Affaires étrangères a versé près de 15 millions \$ à plus de 20 firmes privées pour assurer la sécurité de nos ambassades au Nigeria, en Haïti et au Pakistan, ainsi que pour d’autres tâches non précisées au Pérou et en Grèce.

Jusqu’à quel point le ministère de la Défense nationale compte-t-il sur les sociétés militaires et de sécurité privées? Difficile à dire. On sait que la société Saladin Security assure la sécurité des dignitaires en Afghanistan, dont celle du Premier ministre Stephen Harper. La société Blackwater USA, impliquée en Irak dans un incident qui a mené à une tuerie aveugle de civils, a donné à des militaires canadiens sélectionnés une formation spécialisée en services de garde du corps et de protection personnelle.

D’ici 2010, l’industrie militaire et de sécurité privée devrait atteindre 210 milliards \$ US à l’échelle mondiale. Bien que le Canada détienne une part négligeable de ce gâteau, il s’agirait d’une seule allégation de tuerie aveugle de civils impliquant une société engagée par le fédéral pour créer de l’animosité envers les soldats canadiens.

Le rôle de ces firmes privées mérite un sérieux examen de notre part pour protéger la réputation et les intérêts du Canada en Afghanistan et ailleurs, mais aussi pour savoir s’il existe des dispositifs de protection suffisants pour assurer leur bonne conduite. Que faire pour protéger les intérêts canadiens contre les écarts possibles des forces

de sécurité privées? Pour commencer, le gouvernement fédéral doit, dans les contrats qui le lient à ces firmes, prévoir des protections clés telles que le pouvoir de retirer immédiatement tout entrepreneur individuel qui agit à l’encontre des règles régissant l’usage de la force. Il pourrait, de plus, prévoir une clause de pénalité pour mauvaise conduite.

Tout entrepreneur militaire et de sécurité embauché par le gouvernement fédéral devrait faire l’objet d’un examen minutieux. D’autres gouvernements ont appris cette leçon à leurs dépens lorsqu’une enquête a révélé que des entrepreneurs de sécurité privés à l’œuvre en Irak avaient embauché un ancien soldat britannique naguère emprisonné pour avoir travaillé avec des terroristes irlandais. Ces entrepreneurs avaient aussi retenu les services d’un ancien soldat sud-africain qui avait reconnu avoir dynamité les maisons de plus de 60 activistes politiques, à l’époque de l’apartheid.

Pour les entrepreneurs déployés avec ses soldats, le gouvernement des États-Unis exige désormais une meilleure formation en droit humanitaire international et en droits de la personne. Une formation insuffisante dans ces domaines constitue un facteur de risque grave. Aussi le Canada doit-il exiger la même chose des firmes qu’il engage.

---

**Le rôle de ces firmes privées mérite un sérieux examen de notre part pour protéger la réputation et les intérêts du Canada en Afghanistan et ailleurs, mais aussi pour savoir s’il existe des dispositifs de protection suffisants pour assurer leur bonne conduite.**

---

Une autre mesure de protection ferait en sorte qu’une firme engagée à l’étranger par le gouvernement du Canada serait assujettie au droit canadien dans le cas où un crime grave était commis. Une telle mesure est

---

vitale pour assurer un sens de la discipline qui préviendra les écarts comme ceux qui ont été vus en Irak, où l'impunité contre toute poursuite a été accordée à des entrepreneurs privés.

Dans cette industrie, les firmes privées les plus réputées sont disposées à accepter de tels mécanismes de protection. Leur clientèle est composée non seulement de gouvernements et d'entreprises, mais aussi d'organisations non gouvernementales.

Il faut aussi se demander si les intérêts du Canada ne seraient pas mieux servis en améliorant la capacité des Forces canadiennes dans les domaines où le gouvernement embauche actuellement des entrepreneurs. Selon de récents sondages, les Canadiens veulent que leur pays exerce un leadership fondé sur des principes. Améliorer la capacité de l'armée canadienne serait en harmonie avec ce sentiment.

Depuis quelques années, le Canada renouvelle son armée afin de jouer un rôle positif dans le monde. Contrecarrer cela en comptant sur les firmes privées pour nos fonctions essentielles de sécurité serait tragique. En prenant des mesures pour éliminer l'inquiétude suscitée par les firmes militaires et de sécurité, le Canada contribuerait de façon majeure à assurer la stabilité en Afghanistan et dans les autres zones ravagées par des conflits.

Lorsqu'ils assurent des services de protection, les membres de la police militaire canadienne sont formés selon des normes cohérentes et sont assujettis à la Loi sur la défense nationale. Les firmes embauchées par le gouvernement fédéral ne le sont pas. L'enquête sur les événements en Somalie nous a déjà appris l'importance de la clarté dans la structure de commandement et de contrôle.

Nous faut-il encore apprendre cette leçon? Sûrement pas.

*Note : le texte original de cet article a été rédigé en anglais.*

### **Benjamin Perrin**

Benjamin Perrin est maître de conférence à la Faculté de droit de l'Université de Colombie-Britannique et enseignant associé au Liu Institute for Global Issues ainsi que le Peter Well Institute for Advanced Studies. Les domaines auxquels il s'intéresse dans ses cours et dans ses recherches sont le droit pénal canadien et international, le droit humanitaire international, le droit constitutionnel comparatif et le trafic de personnes. Membre du Barreau du Haut-Canada, il a été stagiaire en droit auprès de Madame la juge Marie Deschamps de la Cour suprême du Canada et conseiller principal en politiques auprès de l'hon. Monte Solberg, ministre de Citoyenneté et Immigration Canada. Il a également été directeur adjoint de la clinique d'aide juridique du Tribunal spécial pour la Sierra Leone (Special Court for Sierra Leone Clinic) qui apporte son assistance à la Chambre de première instance et la Chambre d'appel et il a fait un stage au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI-y) à La Haye. Benjamin est le fondateur de The Future Group et a rempli les fonctions de directeur exécutif, de 2000 à 2006, de cette organisation non gouvernementale qui lutte contre le trafic de personnes ainsi que de son projet inaugural au Cambodge. The Future Group travaille avec les victimes à l'étranger, aide à poursuivre les contrevenants au-delà des frontières et fait des recherches sur les politiques publiques dans ce domaine. Benjamin a une maîtrise en droit (avec honneurs) de l'Université McGill, un Juris Doctor de l'Université de Toronto et un baccalauréat en sciences commerciales (avec distinction) de l'Université de Calgary. Il a reçu la Médaille du jubilé de la Reine Elizabeth II décernée par la Gouverneure générale, la médaille de la paix internationale du YMCA, le prix du « Graduate of the Last Decade » de l'Université de Calgary et il a été choisi parmi les « Best and Brightest », la liste de 25 stars universitaires assemblée par le magazine Maclean's. Benjamin aime faire du camping, du canoë et la cuisine.

*Publié, The Globe and Mail, 10 April 2008*

À quel pays faites-vous confiance pour son industrie nucléaire en plein essor : au Canada ou à la Russie?

Comparer le CANDU à son équivalent russe revient à comparer une boîte de chandelles à une boîte de dynamite. Que cela plaise ou non, le monde a besoin de l'énergie nucléaire et il s'en tirera mieux s'il adopte notre technologie plutôt que celle de nos concurrents. L'Iran cherche un réacteur; doit-on lui en vendre un ou laisser les Russes s'en charger?

Le Canada fournit aujourd'hui une grande partie de l'uranium mondial; il est donc déjà plongé jusqu'au cou dans la joute nucléaire. Pourquoi alors devrions-nous participer davantage dans une industrie dont on dit tant de mal? Le CANDU est plus sûr, il contribue nettement moins à la chaîne de production des armements et il permet un usage meilleur et plus durable des réserves d'uranium qui restent dans le monde.

Le réacteur CANDU est un trésor national qu'il faut ressusciter, redorer et vendre partout dans le monde. Le Canada doit soutenir le nouveau modèle avancé du CANDU et offrir un solide appui pour le vendre à l'échelle internationale. Récemment, les Conservateurs ont alloué de l'argent pour ce modèle. C'est un bon début mais, pour réinvestir réellement, il faut aller dans le monde et le vendre avec détermination – en commençant par l'Ontario.

Le CANDU a eu plus que sa part d'incidents de parcours. Il y a eu les pots-de-vin offerts aux acheteurs par des responsables canadiens. L'Inde a délibérément « cuit » le plutonium nécessaire à la fabrication de sa première bombe à l'aide d'un CANDU. Il y a eu aussi la dette massive qu'Hydro Ontario a contractée à cause de l'industrie nucléaire basée sur le CANDU, ainsi que les efforts déterminés de l'industrie nucléaire étasunienne à améliorer graduellement le réacteur à eau ordinaire, même si ce réacteur n'est pas encore aussi sûr que le CANDU.

Chacun de ces reculs a érodé l'avantage concurrentiel du CANDU, donnant lieu dans leur ensemble à de nombreuses demandes pour que le gouvernement fédéral cesse d'investir dans l'avenir de ce réacteur. Une centrale nucléaire en Iran n'a pas à déstabiliser la politique mondiale. Ce qui fait paniquer le monde, c'est plutôt la capacité à traiter ou enrichir le combustible, à transformer en arme l'isotope générateur d'énergie.

---

**Le nucléaire nous effraie peut-être, mais les carburants émetteurs de carbone se raréfient et nous effraient aussi de plus en plus. L'énergie nucléaire peut nous aider à descendre du train des sources d'énergie fossiles.**

---

S'il est vrai que l'Inde a fait cuire du plutonium dans un réacteur de modèle CANDU, c'est uniquement sa capacité d'affiner le combustible qui lui a permis de fabriquer une bombe. Pas d'affinage – pas de bombe. Dans le grand casse-tête du nucléaire, le CANDU est une petite pièce indispensable.

Le CANDU est unique parce que, contrairement aux réacteurs russes qui seront construits en Iran, il n'a pas besoin d'uranium enrichi pour fonctionner. À l'origine, il était conçu pour utiliser l'uranium naturel qui provient (presque) directement du sol, un produit non enrichi qui n'est ni transformable en arme ni particulièrement dangereux à manipuler.

Le danger réside dans l'uranium-235, une matière fissile qui peut soutenir d'elle-même une réaction en chaîne. Or, le CANDU est fait presque entièrement d'U-238, un uranium naturel non fissile qui exige beaucoup moins de dispositifs de protection. Comparé au tigre qui alimente les centrales nucléaires russes, le carburant du CANDU est un chaton. Vous utilisez un CANDU? Alors, nul besoin

---

des installations susceptibles de transformer le combustible en arme. Voilà pourquoi le CANDU est plus sûr.

Il est également plus efficace, et ce, de plusieurs façons.

Avec l'uranium naturel, le CANDU est environ deux fois plus efficace que les réacteurs à uranium enrichi. À son taux d'utilisation actuel, il reste de l'uranium pour 60 ans environ, mais beaucoup moins que cela si la Chine sevrée du charbon accroît sa capacité d'énergie nucléaire. L'efficacité de l'uranium est donc vitale, si l'on veut que ses réserves durent.

La réduction des déchets est vitale et l'évacuation des déchets nucléaires est le plus gros obstacle à une énergie nucléaire écologique. En doublant l'énergie tirée du combustible, on réduit également de moitié la quantité de déchets nucléaires produits.

De plus, le CANDU peut recycler le combustible épuisé des réacteurs à eau ordinaire des concurrents, notamment ceux fabriqués par la société française Areva et les États-Unis. Areva s'est d'ailleurs dite intéressée à acheter Énergie atomique du Canada, les fabricants du CANDU. L'un des principaux motifs d'Areva est que le CANDU peut jouer un rôle majeur comme ultime centre de récupération nucléaire.

Presque chaque pays doté d'un programme nucléaire utilise les réacteurs à eau ordinaire et le Canada devrait activement exploiter ces marchés. Le premier argument de vente est simple : le carburant nucléaire est deux fois plus productif quand on utilise le CANDU.

De plus, le CANDU peut fonctionner au thorium, un nouveau combustible, non fissile et plus facile à manipuler parce qu'il est moins dangereux que l'uranium naturel; il est aussi encore plus abondant.

Le nucléaire nous effraie peut-être, mais les carburants émetteurs de carbone se raréfient et nous effraient aussi de plus en plus. L'énergie nucléaire peut nous aider à descendre du train des sources d'énergie fossiles.

Le CANDU doit faire partie de la joute nucléaire à laquelle participe le Canada. En vendant ce réacteur partout dans le monde, notre pays ajouterait de la valeur à sa production d'uranium, tout en réduisant la tension mondiale induite par les armes atomiques et les émissions de carbone. Si le Canada réinvestit dans le réacteur CANDU, il pourra faire beaucoup plus que simplement nourrir la machine nucléaire. Par un effort concerté, il pourra voir à ce que la machine soit conduite de manière sûre et efficace. Avec le nouveau modèle avancé du CANDU, le Canada peut revenir dans la joute nucléaire et contribuer à la rendre plus sûre et plus viable.

À qui faites-vous confiance pour construire des centrales nucléaires : à nous ou aux Russes?

*Note : le texte original de cet article a été rédigé en anglais.*

### **Tom Rand**

Tom Rand est le fondateur d'une société de logiciel de réponse vocale interactive, Voice Courier Inc (VCI). Sous sa direction, l'entreprise s'est développée pour employer cent employés dans trois pays, avec des revenus annuels dépassant les douze millions de dollars américains. En 2004, il a fondé Voice Courier Mobile Inc. pour se lancer dans le logiciel d'envoi de messages courts. Le VCI Group of Companies a enregistré des profits les douze années où il était à sa tête. Tom a vendu les deux compagnies en 2005. Il a un baccalauréat ès sciences en génie électrique et mathématiques appliquées de l'Université de Waterloo, une maîtrise ès sciences en philosophie des sciences de la London School of Economics, Kings College, University of London, une maîtrise ès arts de l'Université de Toronto où il fait également des études de doctorat en philosophie. En 2005, Tom a fondé VCI Green Funds, un fonds d'investissement privé, pour fournir des capitaux providentiels et de risque aux entreprises mettant au point des technologies pour réduire les émissions. Il est vice-président, Science de l'environnement, pour Canadian Hydrogen Energy Company et il siège au conseil d'administration de Clean Energy Developments Inc., un fournisseur d'énergie géothermique.

*Publié, Toronto Star, 13 April 2008*

Le Canada a évité la guerre en Irak, mais les deux millions de réfugiés irakiens n'en constituent pas moins aujourd'hui un problème mondial.

Il y a quarante ans, le Canada s'est aussi tenu à l'écart de la funeste guerre étasunienne au Vietnam. Mais, voyant le sort des millions de réfugiés de la mer (« boat-people ») abandonnés à la suite du conflit, il avait ébloui le monde en leur ouvrant ses portes. Le temps est venu de poser à nouveau ce geste.

Certes, établir des réfugiés coûte de l'argent. Après la guerre du Vietnam, Joe Clark a eu l'idée de partager ce fardeau financier avec les citoyens et nous avons recueilli des fonds avec conviction. Avec l'ingénieux programme de contrepartie conçu par le gouvernement Clark en 1979, le gouvernement fédéral parrainait un réfugié pour chaque réfugié parrainé par le secteur privé.

Ma mère a réagi de façon typique. Doyenne des étudiants de l'école de médecine de l'Université McGill, elle a aidé ses étudiants à organiser des spectacles amateurs et des ventes de plats maison pour soutenir des réfugiés de l'autre côté de la planète.

En quatre mois, les Canadiens ont parrainé 20 000 réfugiés. Au total, entre 1975 et 1981, ils ont ouvert leurs portes à 77 000 réfugiés de la mer. Des décennies plus tard, à l'école de médecine, ma mère a fini par enseigner à de nombreux enfants de ces réfugiés. Voilà qui témoigne éloquentement du pouvoir d'une politique d'immigration généreuse.

Pourrait-on répéter cet effort historique pour les déplacés irakiens? Nous pourrions ne jamais le savoir! Le nombre de réfugiés du Moyen-Orient parrainés par le gouvernement et le secteur privé a été plafonné à seulement 3 450 réfugiés pour 2008. Les groupes religieux et communautaires affirment être prêts à payer pour l'établissement d'autres

Irakiens, mais cela reste sans effet. Le gouvernement a mis aux fers la générosité du secteur privé et il a limité sa propre contribution. Voilà pour ce qui est de suivre le généreux exemple de M. Clark.

La sécurité du pays et l'islamisme radical suscitent des inquiétudes légitimes. Le Canada se doit d'appliquer de rigoureuses méthodes de sélection. Mais la menace est surtout imaginée. Dans l'inconscient occidental, le spectre de l'Arabe terroriste a atteint un sommet inégalé depuis l'époque de la peur des Juifs et de l'approche « aucun, c'est encore trop ».

---

**En ouvrant nos portes aux Irakiens et en assurant le succès de leur intégration dans le tissu canadien, nous pouvons montrer au monde que le prétendu choc des civilisations résulte surtout de l'ignorance.**

---

Nous aurions intérêt à nous rappeler que l'Irak s'est déjà glorifié d'être la société civile moderne la plus sécularisée de la région. S'il a accepté les réfugiés du communisme, le Canada peut bien accepter ceux du terrorisme. Le réfugié d'un ennemi est probablement un ami.

Ne rien faire entraîne un risque bien plus grand.

Les réfugiés sont une bombe à retardement pour le monde. Deux millions d'Irakiens, s'ils restent déplacés, pourraient fournir la prochaine génération de recrues terroristes. Déjà, à l'instar des réfugiés palestiniens, ils contribuent à la déstabilisation de la région. Entrés à flots en Jordanie et en Syrie, les pays voisins, les Irakiens surchargent les services publics et alimentent le ressentiment.

Le Canada ne peut certes pas désamorcer ce colossal problème à lui seul. Il peut cependant miser sur sa propre contribution en faisant honte aux pays qui ont participé à

---

la guerre en Irak, car la prétendue coalition de la bonne volonté s'est révélée décidément non disposée à s'attaquer aux conséquences humaines de l'invasion et de l'occupation.

Notre voisin du Sud est de loin le plus coupable. Depuis 2003, les États-Unis ont accueilli à peine 1 700 réfugiés irakiens. Ils ont même fermé leurs portes aux milliers de traducteurs irakiens aujourd'hui menacés de meurtre en raison de leur collaboration.

Le Canada pourrait tracer une voie hardie contre le chœur de ceux qui, en Occident, prennent des positions hostiles envers le monde arabe. En ouvrant nos portes aux Irakiens et en assurant le succès de leur intégration dans le tissu canadien, nous pouvons montrer au monde que le prétendu choc des civilisations résulte surtout de l'ignorance.

Une autre raison nous convainc d'ouvrir nos portes aux réfugiés irakiens : nous avons besoin d'immigrants autant qu'eux ont besoin de nous. Des milliers de professionnels irakiens comptent parmi les déplacés; or, au Canada et surtout en Alberta, le manque criant de main-d'œuvre ne fait qu'empirer. Le Canada ne pourrait-il pas combler cet écart tout en désamorçant une crise de réfugiés?

Ce sont peut-être les pétrolières en quête de main-d'œuvre qui, par une sombre ironie, traceront la voie d'une immigration accrue d'Irakiens. L'Alberta rencontre l'Irak : l'improbable solution à la pénurie de main-d'œuvre résultant du boom des sables bitumineux.

*Note : le texte original de cet article a été rédigé en anglais.*

### **Andrew Sniderman**

Andrew Sniderman est co-fondateur du Genocide Intervention Network (GI-Net), un organisme dont le siège social est à Washington et qui fournit aux citoyens les instruments dont ils ont besoin pour prévenir et arrêter les génocides. L'objectif de GI-Net est de changer la façon dont la communauté internationale répond aux génocides en créant une base politique active et influente. Dans le cadre de ses activités avec GI-Net, Andrew a présenté des discours dans tous les États-Unis et a aidé à coordonner une initiative nationale de lobbying, mobilisation et levée de fonds. À l'automne 2005, il a interviewé des directeurs de compagnies militaires privées et étudié la possibilité d'une intervention privée au Darfour. Andrew est né et a grandi à Montréal et a fait ses études à Strathmore College (Philadelphia, PA) d'où il est diplômé en philosophie et sciences politiques avec la plus haute distinction et a reçu une bourse de la Fondation Cecil Rhodes. Andrew a également été champion provincial de badminton à deux reprises, il danse le tango argentin et il crée des oeuvres d'art avec des ballons de baudruche. En 2007-2008, Andrew travaillera à Ottawa où il participera au Programme de stage parlementaire.

La guerre, tout comme la paix, modifie la psyché du pays. Ce que révèlent le débat agité et les convulsions entourant la mission du Canada en Afghanistan, c'est la douleur de la naissance d'une nouvelle psyché nationale : finis les Casques bleus soucieux de leur image, nous voici des guerriers réticents attirés lentement, sûrement et héroïquement (à condition que ce soit l'ère post-Manley) dans la bataille par un siècle nouveau et plus sanguinaire.

L'âge du maintien de la paix est terminé, et ce, depuis au moins dix ans. Par contre, son emprise sur la psyché citoyenne commence juste à décliner. Le décompte public quotidien des pertes du Canada à la guerre, qui trouble tellement nos dirigeants politiques, est le symptôme d'une société civilisée qui a la vie à cœur, mais le symptôme aussi des nouvelles générations – plus jeunes – dépourvues de l'expérience et de la mémoire historique de la guerre. En effet, comparés à nos aïeux du début jusqu'au milieu du XXe siècle, qui ont vu le bain de sang à l'échelle industrielle en Europe, nous sommes tous vierges et naïfs.

La guerre en Afghanistan – malgré les bons mots du rapport Manley – est un rite de passage. Dans toute sa complexité, cette guerre est à peine moins compréhensible que gagnable. Ce point est clair. Pourtant, nos braves soldats continuent d'avancer, de faire leurs classes et de gagner leurs galons en bâtissant – ou plutôt en rebâtissant – leur réputation et leur confiance. Et du coup, une transformation s'opère dans l'âme canadienne.

Malgré toutes les qualités de M. Manley pour établir des consensus, nous n'avons pas besoin de lui pour savoir qu'aucun coût raisonnable – en ressources et en corps canadiens et alliés – ne pouvait propulser l'Afghanistan dans une modernité stable et paisible dans les limites de temps correspondant à la patience actuelle de l'Occident. Prétendre le contraire est une chimère ou carrément un manque de sincérité. Même sans compter les insolubles

intrigues pakistanaises, l'Afghanistan est trop vaste et trop complexe, sa population trop fière et récalcitrante pour se plier à la volonté de 2 500 soldats canadiens et des 40 000 autres de l'OTAN et de l'ISAF. Impitoyable, ce pays a repoussé des forces plus considérables et beaucoup plus brutales, dont l'armée soviétique (79 à 89), des forces qui n'étaient pourtant pas sujettes à l'influence de parlements axés sur le court terme, de vérificateurs publics ou d'électeurs exigeant une stratégie de retrait élégante. Des faits aussi décourageants, et des objectifs politiques tout à fait irréalistes (du genre « développer » l'Afghanistan ou « stabiliser » la région) font de la perte de dizaines de jeunes soldats canadiens un terrible et scandaleux gâchis. Aucune autre conclusion ne serait raisonnable.

---

**Même sans compter les insolubles intrigues pakistanaises, l'Afghanistan est trop vaste et trop complexe, sa population trop fière et récalcitrante pour se plier à la volonté de 2 500 soldats canadiens et des 40 000 autres de l'OTAN et de l'ISAF. Impitoyable, ce pays a repoussé des forces plus considérables et beaucoup plus brutales...**

---

À moins, bien sûr, de voir les choses autrement – ce qu'il faudrait bien faire. Au prix de moins de cent soldats et diplomates – chacun de ces décès est en soi une terrible tragédie personnelle! –, une société entière, tout un peuple, est entraîné dans une ère nouvelle et inévitable. Considérant l'ampleur des désordres actuels, l'ère nouvelle pourrait bien se révéler particulièrement sanglante à l'échelle de l'histoire de l'humanité. Au-delà de l'Afghanistan, d'autres guerres, d'autres défis et d'autres menaces – certaines plus existentielles que d'autres – mettront à l'épreuve la colonne vertébrale canadienne. Mieux vaudrait se préparer...

---

Au sortir de la Première Guerre mondiale qui lui a coûté 60 000 hommes, le Canada était une puissance fière et indépendante. Après la Seconde Guerre mondiale qui lui a coûté 42 000 hommes, il entrait dans la guerre froide tel un joueur extrêmement sérieux sur la scène mondiale. Quelques années plus tard, la guerre de Corée fera quelque 500 victimes parmi nous. Heureusement, l'ère du maintien de la paix qui suivra diminuera de façon importante le nombre de victimes militaires canadiennes – environ une centaine. Avec cette chute du nombre de victimes est née une croyance anhistorique et pourtant profondément ancrée en nous : s'engager dans le monde n'exigeait plus dorénavant d'autres victimes; si on le voulait, il était possible d'exercer une influence internationale, de faire la paix, sans y perdre son sang ou si peu.

Le pays est maintenant ébranlé dans cette croyance. Une nouvelle norme est apparue. Que l'on gagne ou perde en Afghanistan, nous serons mieux préparés la prochaine fois.

*Note : le texte original de cet article a été rédigé en anglais.*

### **Irvin Studin**

Irvin Studin est directeur adjoint au Nathanson Centre on Transnational Human Rights, Crime and Security à la Osgoode Hall Law School de l'Université York où il enseigne aussi et où il est étudiant au doctorat en droit constitutionnel. Irvin a travaillé plusieurs années comme stratège politique et analyste politique principal auprès du Premier ministre au Bureau du Conseil privé (BCP) à Ottawa. Il a également été conseiller principal au Bureau du Premier ministre et au Cabinet à Canberra en Australie et directeur à Sécurité publique et Protection civile Canada. Irvin a fourni des conseils, donné des cours et écrit des articles sur des questions de politique étrangère, de gouvernance démocratique et de sécurité nationale. Il est co-auteur de la première politique de sécurité nationale de l'histoire du Canada (2004) et le principal auteur de la politique nationale australienne de lutte contre le terrorisme. Il est diplômé de la Schulich School of Business (Université York), de la London School of Economics et de l'Université Oxford où il a fait des études avec une bourse de la fondation Rhodes. Il est l'éditeur du livre *What is a Canadian? Forty-three Thought-Provoking Responses*, publié par Douglas Gibson Books/McClelland & Stewart en 2006. Dans sa vie antérieure, il a été athlète étoile canadien et a joué au soccer au niveau professionnel dans plusieurs pays. Sa femme et lui vivent à Toronto avec leur fils Noah.

L'article d'opinion de Jane n'a pas été inclus en raison des restrictions de publications dues à son emploi.

**Jane McDonald**

Après avoir commencé sa carrière en développement durable avec le Fonds mondial pour la nature en France, Jane McDonald est à présent directrice exécutive de Sustainable Prosperity, un organisme à but non lucratif qui s'emploie à bâtir une économie plus écologique et plus prospère pour tous les Canadiens. Avant cela, elle a été directrice des marchés durables à Environnement Canada et vice-présidente associée de CO2e.com, la division de courtage en émissions de gaz à effet de serre de Cantor Fitzgerald qui a son siège à New York. Elle y aidait des compagnies à gérer les possibilités et les risques associés au changement climatique en procédant à des échanges sur les marchés du carbone. Elle a également été membre du groupe de travail de Ontario Power Generation chargé de faire un suivi sur la performance en terme de durabilité à long terme et a travaillé au World Business Council for Sustainable Development à Austin, au Texas. Jane a également été professeure auxiliaire de financement environnemental à l'Université de Toronto et membre du conseil d'administration de Clean Air Canada Inc., de l'Institut international du développement durable et de la Ivey Business School, Université Western Ontario. Jane détient un baccalauréat en études nord-américaines de l'Université McGill ainsi qu'une maîtrise internationale de l'Université York et de l'École supérieure des sciences économiques et commerciales de Paris.

L'article d'opinion de Jane n'a pas été inclus en raison des restrictions de publications dues à son emploi.

**Gino Reeves**

Gino Reeves est directeur général de Place aux jeunes du Québec (PAJQ), un organisme qui s'efforce de contrer l'exode des jeunes Québécois en les aidant à trouver des emplois et à créer des entreprises en dehors des grandes villes du Québec. PAJQ compte aujourd'hui soixante-dix points de services répartis dans tout le Québec. Il est également actif au Yukon, au Manitoba, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. L'organisation a par ailleurs inspiré des programmes similaires dans plusieurs régions en France. Détenteur d'une maîtrise en Développement régional et gaspésien d'origine, Gino s'intéresse à l'entrepreneurship «jeunesse» et a fait son mémoire de maîtrise sur le développement de l'entrepreneurship chez les jeunes pour un développement régional endogène. Son expérience professionnelle comprend des postes d'auxiliaire d'enseignement à l'UQAR, de documentaliste au SAJE de Rimouski, d'agent de développement rural à la MRC La-Côte-de-Gaspé et d'agent de développement à la Fondation de l'entrepreneurship. Il a aussi fait partie de divers comités, dont un groupe de travail sur le développement de l'école communautaire, le comité-conseil du Défi de l'entrepreneuriat jeunesse du Gouvernement du Québec, l'Alliance de recherche universités-communautés, et le comité Insertion et participation des jeunes en région de l'INRS. Les enjeux «jeunesse», l'occupation du territoire, la régionalisation de l'immigration, l'environnement, la consommation responsable, l'entrepreneurship, la mondialisation et les technologies de l'information sont au nombre de ses principaux champs d'intérêt.



## **Action Canada**

**3306 - 515 West Hastings Street,  
Vancouver, BC Canada  
V6B 5K3**

**c/o Morris J. Wosk Centre for Dialogue,  
Simon Fraser University**

**Tél: 778-782-7961**

**Facs: 778-782-7956**

**Courriel: [actioncanada@actioncanada.ca](mailto:actioncanada@actioncanada.ca)**

**Site Web : [www.actioncanada.ca](http://www.actioncanada.ca)**

---